# LA MISE AU PAS D'UNE RADIO: "EUROPE n'1 ... C'EST NATUREL" voir p9

Proiétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous!

# didien

MARDI

24

FÉVRIER 1976

Nº 118

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MOSCOU: XXV Congrés EP du Parti "Communiste"

# CONGRES DES

Du XXV ème congrès du vais temps. Et dans le Parti «Communiste» d'Union Soviétique qui s'ouvre aujourd'hui à Moscou, personne n'attend grand changement. Les deux cent cinquante camps, où sont emprisonnés les opposants au régime, resteront fermés sur leurs victimes, qui y subissent des traitements copiés de l'Allemagne hitlérienne décrits par Pliouchtch. Les agents du service secret. le KGB, continueront à sièger de plus en plus ouvertement dans les divers organes de direction. Et au bureau politique, les mêmes hommes partageront encore un pouvoir dans lequel l'équilibre des différentes cliques est si délicat à maintenir que les morts ne sont plus remplaces.

Que dira-t-on au Kremlin, ces quelques jours ?

Sur le plan intérieur, qu'il faut plus concentrer son attention sur la qualité que sur la quantité dans le domaine économique. Double aveu : d'une part, pour ce qui est de la quantité, ce n'est pas ca, et ce n'est pas prêt de l'être. En agriculture, les mauvaises récoltes se succédent depuis de nombreuses années avec une telle régularité qu'il devient franchement indécent d'en accuser le maudomaine industriel, les plans sont tellement peu remplis que les différentes «républiques» ne cessent de les réajuster endessous, et qu'on a prévu des taux de croissance très bas pour le prochain. Quant à la «qualité», la campagne menée actuellement en URSS témoigne que les produits n'y correspondent pas du tout aux besoins des masses : curieux socialisme, en vérité, que celui où des directeurs d'entreprise font produire n'importe quoi, pourvu que les normes bureaucratiques soient respectées, et que l'entreprise réalise le maximum de profits!

En politique extérieure, on parlera évidemment beaucoup de détento : ce mot magigue derrière lequel on tente de couvrir une ambition qui ne se limite plus, depuis longtemps, à la domination des seuls pays d'Europe de l'Est : mais qui envisage comme objectif prioritaire de remplir les «vides» laissés par le concurrent américain en déclin. L'Angola vient récemment d'en être la victime, et on guette à Moscou les difficultés internes des pays capitalistes d'Europe de l'Ouest, à l'occasion desquelles on espère pénétrer «pacifiquement», tout en s'appuyant sur une pression militaire sans précédent. Car Breinev et compagnie ont depuis longtemps fait leur choix : entre le beurre et les canons, c'est les seconds qui viennent largement en tête de leurs préoccupations.

L'histoire de l'Union Soviétique, ces dernières années, est en fin de compte aussi simple qu'elle est triste. Il s'agit d'une question de classes : là où le prolétariat ne maintient et ne développe pas sa dictature, après avoir fait sa révolution, s'en instaure une autre : celle d'une nouvelle bourgeoisie, qui présente tous les traits négatifs de l'ancienne, quel que soit le manteau «socialiste» dont elle les

En 1917, le prolétariat et le peuple soviétique parvenaient à conquérir ce ciel à l'assaut duquel les Communards étaient montés avant eux. Dépossédés aujourd'hui de leur victoire, ils rassemblent aujourd'hui, dans l'amère expérience d'un capitalisme restauré, les conditions qui leur permettront d'en remporter une plus grande encore, en renversant Brejnev et ses semblables.

Jean LERMET

Voir p. 7



### SOMMAIRE

- Témoignage de Bernard Lambert sur ses campagnes portugaises
- -p. 2- Des bactéries dans le sérum : un mort -p. 3-
- · CEPEM-Thermor Orléans : les difficultés du PCF -p. 4-

# **FOUGERES**

**PUISSANTE** MANIFESTATION CONTRE **FERMETURES** 

Voir p. 7

**VOIR P. 8: 20 ANS DE RÉVISIONNISME** 

# TEMOIGNAGE

# UN PAYSAN-TRAVAILLEUR DANS LA CAMPAGNE PORTUGAISE

TÉMOIGNAGE DE BERNARD LAMBERT

# ANCIENS ET NOUVEAUX CACIQUES: LA POLITIQUE DU PCP

Durant l'été 1975, une vague de manifestations, où les paysans, souvent très pauvres, tenaient une grande place, a balayé les régions du nord et du centre du Portugal. Chacun a pu apprendre, à l'époque, que ces actions étaient souvent dirigées contre les sièges du parti «communiste» portugais ; on se souvient également du rôle qu'ont pu y jouer certaines bandes réactionnaires, au service des riches, des «caciques», qui parcouraient le pays.

Il reste cependant à trancher : ou bien on rejette définitivement les paysans portugais dans le camp de la réaction, ou bien on cherche à comprendre les motivations de leur attitude.

Bernard Lambert, animateur du mouvement Paysans-Travailleurs, a effectué une enquête dans ces campagnes du nord du Portugal. Hier, nous avons publié son témoignage sur la réalité sociale des paysans du nord et du centre. Nous poursuivons aujourd'hui avec la question de l'attitude du P«C»P, et la facon dont elle a permis le développement d'un courant anti-communiste.

Après le 25 avril, ce qui me parait le plus important, c'est que les caciques, les très grands propriétaires, ont été éliminés dans un certain nombre de cas. Les caciques en question tenaient l'ensemble de l'économie. J'ai été témoin de celà notamment à Montalegre où un ancien député du régime de Salazar était le maire de la commune, le médecin du village, le notaire du village, le président de la coopérative agricole, de la

coopérative de production de semences de pommede-terre; il avait dans sa famille un pharmacien, un marchand de bestiaux, enfin il tenait tout... il avait son frère qui était propriétaire de l'école primaire, c'est extraordinaire! Il a disparu du coin, mais il était en même temps notaire de la mairie de Lisbonne; curieusement, le PCP lui a d'ailleurs laissé le poste : il l'a toujours à l'heure où je parle.

### **Technocrates** de l'agriculture

Cet homme n'est plus revenu dans le village et les paysans ont cherché à le remplacer. Notamment, ils ont repris en main la coopérative... les paysans, c'est beaucoup dire : en vérité, ce sont des technocrates qui sont venus et qui ont été nommés de Lisbonne par le secrétariat d'Etat à l'agriculture, c'est à dire par le Parti Communiste. Ils appartenaient dans le nord, non pas au PCP mais au MDP: ce sont eux qui ont remplacé le cacique du village. Jen'ai pas eu le temps de mesurer comment était recu les nouveaux dirigeants, j'ai eu l'impression seulement que leur implantation était restée très faible, et ceci pour une raison très sim-

Le jour (c'était le 29 décembre), où je suis arrivé - c'était un dimanche. J'ai rencontré les paysans sur la place de l'église : Demain : questions idéologiques : une religion plus sociale qu'individuelle.



L'attaque d'un des sièges du PCP

c'était le 1er jour où le cacique en question, l'ancien député de Salazar, revenait dans le village. Mes interlocuteurs étaient littéralement terrifiés ; ils l'auraient été beaucoup moins s'ils avaient eu une assise populaire suffisante. Ça m'a donné à penser qu'ils devaient être là, un peu comme des corps étrangers eux aussi et qu'ils avaient remplacé l'ancien cacique, mais avec des méthodes de ca-

Le cacique étant parti, l'essentiel du système res-

ractère autoritaire.

tait en place et le cacique fasciste était remplacé par le cacique du PCP, lequel utilisait les structures anciennes, par exemple pour faire passer la commerciation des produits par les hommes qui étaient déjà en place, en essayant d'amener ces hommes-là à devenir ses agents. Et alors ça, ça a été très fortement ressenti par les paysans, il s'agit d'une coopérative laitière qui s'est brouillée avec le PCP et qui a travaillé avec l'UDP d'ailleurs, pour ces raisons là.

progressistes, quand ils ont pu pénétrer pour remplacer les caciques, ont rencontré les difficultés des technocrates du PCP, c'est vrai. Mais ils ont aussi rencontré les difficultés qu'il y avait pour eux à établir des contacts directs avec les associations de consommateurs, les ouvriers, à établir des circuits courts. Et dieu sait, si au Portugal, il y en a un peu plus besoin qu'en France encore, parce que les circuits sont très capitalistes, très moyenageux, très lourds, et très onéreux pour le paysan.

Dans la plupart des cas,

il leur a fallu utiliser les circuits traditionnels, et là, le pouvoir d'Etat ne leur a pas donné grand choix. Prenons l'exemple de la vente de la viande : ça, je l'ai rencontré chez les paysans de Montalegre qui au travers de leur coopérative de production de semence de pommes de terre, ont essayé d'étendre la production et de vendre d'autres produits. notamment de la viande : ils n'ont pas eu de soutien de l'état, d'une part et de contacts directs avec les villes d'autre part, pour pouvoir, matériellement parlant, établir ces cir-

### L'autorisation du PCP!

Les agriculteurs de la vallée d'Ancora voulaient imposer parce que, compar en haut. Non seulerefusait de la reconnaitre. d'ailleurs : c'est le secrétenu par le PCP qui reconnait ou ne reconnait pas les coopératives. En

culteurs se réunissent. adoptent les statuts d'une coopérative, il y a une reconnaissance qui vient de la part de l'état après.

Au Portugal, le PCP, avant que la coopérative ne fonctionne, demandai d'abord à étudier pour reconnaitre ou refuser la nouvelle coopérative. En l'occurence, ils ont refusé de reconnaitre la coopérative qui, elle, ne voulait pas passer à la fois par les cadres du PCP et par les anciens commerçants que le PCP avait pris sous son contrôle.

s'organiser en coopérative sans passer par les «gremios» que les membres du PCP voulaient leur me d'habitude, ils voulaient contrôler les choses ment l'Etat refusait l'aide à cette coopérative mais il C'est assez extraordinaire tariat d'état à l'agriculture France, il suffit que 7 agri-

### Les nouveaux clercs

cratique, j'en ai été témoin indirectement. Le débat qu'on avait avec les dirigeants n'était pas un débat de paysans : c'est après qu'on a parlé des exploitations avec les paysans, et que je faisais traduire ce que les paysans répondaient pour ceux qui ne connaissaient pas le français. Mais quand on parlait de la coopérative, ce sont des membres salariés nommés de Lisbonne qui parlaient, uniquement eux, et pas les paysans. C'était aussi un témoignage important, prouvant que les paysans ne dirigeaient pas les affaires.

De cette gestion bureau- Voilà, comment j'ai découvert les nouveaux caciques.

> Les camarades du PCP qui se sont répandus dans le nord (ils ne sont pas venus d'ailleurs très très nombreux il faut être honnête), sont venus comme de nouveaux clercs, enseignant une nouvelle vérité. Ils étaient extérieurs à la population, dans la plupart des cas et à la limite, le phénomène église ne les aurait pas tellement gênés s'ils avaient pu se substituer aux clercs en place et prendre une place importante des fonctions des clercs qui étaient en place.

### Aucun soutien de l'Etat

Même dans les coopératives que les gens ont

réussi à reprendre en main, les paysans les plus

Puis il y a eu une deuxième difficulté, les paysans mercants avaient besoin:

cuits-là.

1. de crédits, parce qu'ils devaient de l'argent à ce commercant où qu'ils avaient des animaux appartenant à ce commer-

2. aussi de la sécurité, de savoir que le nouveau circuit durerait; ils n'en étaient pas sûrs, et beaucoup n'y allaient pas à cause de cela. Si le nouyeau circuit ne dure pas. après avoir fait le pas, ils avaient forcément perdu toute confiance du commercant traditionnel, et ils risquaient de se retrouver avec rien, sans le moyen de vendre leur animaux, d'être marqué à l'encre rouge.

> RECUEILLI PAR **FABIEN VAUDOIS**

# EMIGRES AU VILLAGE



Le retour au pays

L'exode rural s'est fait d'abord par un certain degré d'industrialisation : il s'agit en général de petites et moyennes entreprises, sur place. Mais je n'ai pas pu mesurer de manière concrète comment les choses se passaient, comment elles étaient ressenties par les paysans. Par contre, ce que j'ai vu beaucoup plus clairement, c'est la manière dont étaient ressentis les émigrés qui s'en allaient en France, en Allemagne, au Canada, aux Etats Unis, ailleurs, pour trouver du travail. L'émigration a touché dans les quinze dernières années plus de 20 % de la population agricole du nord, et c'est quand même le phénomène dominant. Assez fréquemment, l'immigré est ressenti comme quelqu'un qui a remarquablement réussi : il envoie de l'argent à sa famille, il revient avec un peu d'argent, parfois avec sa voiture. En voyageant, on peut voir même des petites maisons neuves construites par des immigrés qui, grâce aux très faibles salaires économisés sous par sous, ont réussi à faire cet investissement. L'immigré est ressenti comme l'était il y a quinze ou vingt ans, dans l'ouest, le jeune qui quittait ses parents, devenait ouvrier, avait un salaire, avait ses samedis et ses dimanches, était bien habillé, avait un vélo-moteur, une moto et qui, par rapport aux fils de paysans travaillant le samedi, travaillant le dimanche, n'ayant pratiquement pas d'argent de poche, jouait au crack dans son village. Il est ressenti comme un corps étranger, d'autant plus que dans beaucoup de cas, il avait un petit lopin de terre, qu'il l'a mis en métayage et que donc, il exploite les gens qui sont restés sur place. On peut y ajouter un point : pour l'émigré qui revient, il met un point d'honneur (et on l'y encourage) à démontrer qu'il a eu raison de s'expatrier, que ça lui a permis de devenir «riche». Il -ne parle jamais des misères qu'il a rencontrées, de la manière dont il a vécu chez Renault : il veut montrer qu'il a réussi, et ce comportement le fait ressentir très souvent comme un parvenu. Voilà ce que j'ai vu sur les problèmes d'émigration et d'exode rural.

# SANTÉ

Nancy

# SERUM OU BOUILLON DE CULTURE

A Nancy une femme de 64 ans est morte de septicémie (infection généralisée) 7 semaines après une opération sans gravité dans une clinique d'Epinal, elle avait recu en perfusion un sérum glucosé qui était un véritable bouillon de culture.

Comme il est de coutume dans de tels «accidents», les services concernés se reiettent la responsabilité. Les dirigeants du Laboratoire Fandre de Nancy qui fabrique le sérum prétendent qu'ils ont pris toutes les précautions nécessaires et que tous les contrôles légaux avaient été satisfaits. Le propriétaire de la clinique incrimînée, le docteur Delfourd assure de son côté qu'il ne s'est aperçu de l'état du sérum qu'après avoir constaté une poussée de fièvre anormale chez un malade. Le sérum était troubles et les autres flacons de la série contenait un sérum non-stérile.

Un jugement en référé doit être rendu mercredi sur cette affaire à la demande du docteur Delfourd.

Le fait qu'une série de flacons aient contenu un sérum non stérile met en cause la responsabilité du laboratoire Flandre de Nancy. Théoriquement tous les sérums glucosés fabriqués en

laboratoires sont stérilisés par un passage en autoclave. Un lot aurait-il échappé à cette stérilisation, c'est ce que devrait faire connaître l'enquête, il n'y a guère que cette hypothèse pour expliquer le développement des bactéries dans le sérum.

Normalement, avant de perfuser un sérum, le personnel hospitalier doit contrôler s'il est effectivement stérile, ce contrôle semble avoir manqué et ceci met donc en cause également la clinique. L'enquête peut aboutir à déterminer des responsabilités partagées entre la clinique et le laboratoire, mais ce qu'elle n'expliquera pas c'est pourquoi de tels accidents peuvent se produire. Que ce soit à la clinique ou au laboratoire ce qui est en cause c'est en fait les conditions de travail du personnel. Le surmenage résultant du rythme de travail imposé aux travailleurs est directement responsable d'erreurs d'inattention, Il sera



toujours facile d'accuser une ouvrière ou une infirmière de telle ou telle faute!

 Ceci ne tient pas compte de l'essentiel. Cliniques et laboratoires ont pour premier but de faire des bénéfices, la question de la santé est subordonnée à cela.

Qu'il se produise des «accidents» dans ces conditions n'est pas étonnant.

Serge LIVET

# En bref

# Répression contre les soldats du 5ème régiment de Versailles

La sécurité militaire est intervenue le 17 février au 5ème régiment de Versailles après la diffusion du «Sapeur Majeur» organe du comité de soldats qui réclame la liberté d'expression et d'information, le droit de se grouper en comité ou toute autre structure dont les formes seraient décidées par les soldats eux-mêmes, et l'instauration de représentants élus des appelés.

Les soldats qui rentraient dans le camp ont été fouillés, de nombreux interrogatoires ont été effectués, 5 soldats ont été arrêtés, 4 ont fait l'objet d'une demande d'arrêt de riqueur. 2 soldats arrêtés jeudi sans qu'aucun motif n'ait été indique n'avaient toujours pas été relachés.

### Nouvelles hausses en perspective

Chaque jour de nouvelles annonces de hausses de prix arrivent, après le gaz, l'électricité, les surgelés, les charettes et les timbres qu'on nous annonce pour bientât r'est autour des motos et des vélos. La hausse prévue pour ces articles se situe aux environs de 5 %. Toutes ces hausses en disent long sur la prétendue volonté du innuvemement de lutter contre la hausse des prix et l'inflation. Il ne laisse rien passer quand il s'agit de nos salaires, mais ne cesse d'augmenter les prix de tous les produits de consommation courante.

### Les prétextes de Fosset

Fosset le remplacant de Jarrot au ministère de la qualité de la vie se montre plus préoccupé de lutter contre la liberté d'expression que contre la pollution. Sous prétexte d'empêcher «la dégradation de l'environnement communal» il exige que l'affichage «soit limité aux seuls panneaux prévus par la loi à cet effet». C'est-à-dire qu'en dehors des periodes électorales et en dehors des formations politiques, qui présentent des candidats, Fosset veut interdire l'affichage politique. En effet, comme on peut s'en rendre compte l'affichage sauvage est une des principales sources de pollution, les déchets industriels à côté ce n'est que broutilles, on ne comprend pas comment les pêcheurs de la baie de la Seine ne s'en sont pas encore rendus compte.

# **ÉTUDIANTS**

# Université de Grenoble en lutte contre la réforme du deuxième cycle

Le vendredi 19 février les IUT de Grenoble, l'Université de Sciences Economique, l'IEP, l'IMSS étaient en grè-

Pour éviter les actions dispersées et limitées aux différentes UER, une coordination des luttes s'effectue sur tout Grenoble. De même des réunions étudiantes sont prévues sur le plan national (délégués envoyés à Nantes pour le 21 février).

Cependant des difficultés apparaissent déjà ; elles sont d'ordre organisationnel et plus profondément d'ordre politique.

En ce qui concerne l'organisation qui doit être mise en place, il apparaît nettement que laisser la direction aux deux UNEF (UNEF-UEC, UNEF-AJS) serait dangereux. Trop opposées dans des querelles corporatistes, elles semblent plus préoccupées de mettre en avant leur syndicat respectif que de faire aboutir les actions.

Le résultat c'est la démobilisation des étudiants présents.

Même pour des étudiants inorganisés, faire la jonction avec la classe ouvrière semble fondamental. Certains élèves d'IUT n'ontils pas proposé d'aller aux portes de l'usine de NEYRPIC avec laquelle est rattachée leur section d'études pour demander le soutien des tra-

vailleurs ? Correspondant Grenoble

# UN RECUL DU CONSEIL DE L'ORDRE DES MÉDECINS

Le Mouvement Santé et

Le docteur Marot, 65, médecin à Romans, avait été convoqué il y a cinq jours à comparaître dimanche matin devant le Conseil de l'Ordre pour non-paiement de ses cotisations. Depuis 30 ans environ, le docteur Marot s'est toujours opposé aux décisions réactionnaires de l'Ordre qu'il a lui-même rappelées :

«L'Ordre s'est opposé aux conventions avec la sécurité sociale, aux cabinets d'équipe, aux centres de santé mutualistes, aux centres de planning familial, à l'avortement

D'autre part, l'Ordre a fait des contrats-types qui permettent à certains médecins de travailler sous contrôle patronal (Sécurex) ou qui permettent à certains médecins d'en contrôler d'autres».

Population (MSP) a commencé à mobiliser il y a trois jours pour empêcher que se tienne cette comparution. Devant cette mobilisation l'Ordre a adressé samedi un télégramme au docteur Marot disant qu'il s'excusait de ne pas avor respecté le délai de convocation qui est de 15 jours et que la comparution n'aurait pas lieu. Maluni tout une trentaine de personnes dont la moitié de médecins se sont rendues sur place dimanche matin. Les docteurs Debout, Balvay, Marot ont rappelé que déjà d'autres médecins ont été convoqués dans la région de Rennes où 4 médecins dont le docteur Caro, militant autonomiste breton et Ledantec devraient comparaître le 17 octobre pour les mêmes raijugement n'avait pas eu lieu, les médecins ayant empêché qu'il se tienne à huit clos. A Lyon, c'est dans la même colorur ou les l'taient venus. Si le docteur Marot est à nouveau convoqué la même mobilisation se fera.

Les positons du MSP sont le refus du huis-clos et de la juridiction d'exception que constitue l'Ordre qui est la tranche la plus réactionnaire du corps médical. Ils ne se sentent plus tenus de payer les cotisations obligatoires, demandent la dissolution du Conseil de l'Ordre et ils veulent organiser la profession médicale ce qui nécessite un large débat entre les médecins et la population qui est la première concernée.

Correspondant de Lyon

### Cœur Assistance

# UNE FAUSSE SÉCURITÉ COÛTE CHER

«Cœur Assistance n'a pas les structures médicales qui lui permettraient de tenir le contrat passé avec ses abonnés».

Celui qui parle ainsi connaît son sujet. C'est le docteur Nabhan, un des fondateurs de «Cœur Assistance» qui depuis a quitté cette société.

«Cœur Assistance» a été créé il y a un an et se propose moyennant un abonnement, d'assurer un service d'urgence pour les cardiaques, mais ce service n'a rien de bénévole. Si une banque et une compagnie d'assurances ont investi leurs capitaux dans cette société c'est bien sur pour que ça leur rapporte. Pour bénéficier des soins de

«Cœur Assistance», il faut d'abord payer un abonnement annuel de 800Frs, abonnement qui donne droit à un examen cardiaque et à une intervention médicale d'urgence en cas de défaillance cardiaque. C'est du moins ce que promettent les dépliants publicitaires de cet organisme, plus porté sur la publicité que sur l'intervention d'urgence. Aujourd'hui le docteur Nabhan dénonce ces insuffisances «Cœur Assistance n'a pas les trois équipes de médecins de garde, jour et nuit, annoncées dans les brochures d'adhésion. La société se décharge de ses obligations sur une clinique qui répond aux urgences à sa place. Le 27 janvier dernier, c'est un technicien non médecin qui est arrivé le premier au domicile d'un malade en syncope. Le médecin n'a pu que constater le décés. L'abonnement à Cœur Assistance donne dans les conditions actuelles une fausse sécurité».

Ceci n'a pas empêché le ministère de la Santé de couvrir les agissements de Cœur Assistance, qui malgré ces graves accusations poursuit ses activités. Le sous-équipement hospitalier en service de cardiologie d'urgence laisse le champ libre à de telles sociétés qui sont loin de remplir les services, qu'el-les prétendent assurer.

### TOUS A LYON LE 7 MARS

Suite à l'appel paru dans le Quotidien du Peuple et dans d'autres journaux, une quarantaine de réponses favorables sont d'ores et déjà parvenues de toutes les régions de France, à la Coordination Lyonnaise des élèves révolutionnaires (Roubaix, Blois, 11 établissements parisiens, coordination de Saône-et-Loire, Besancon, etc...)

La dernière réunion de la coordination lyonnaise qui a regroupé 17 établissements de la région a fait le point sur la situation et sur la préparation de la journée du 7 mars.

Il faut que dans tous les CET et dans les lycées, les révolutionnaires conséquents se regroupent, mobilisent les comités d'action et de lutte, tiennent des Assemblées Générales, afin que cette première réunion nationale soit une étape importante dans la riposte à mettre en œuvre contre Haby, sa réforme et la répression de plus en plus ouverte qu'il met en place. Rappelons les 5 points de la coordination :

1) Abrogation de la réforme Haby

2) Conquête définitive des droits d'expression, de réunion et d'organisation à l'école

3) solidarité avec les autres couches de la jeunesse en lutte contre le capitalisme

 Solidarité avec les grèves ouvrières et les combats contre la répression anti-populaire

5) Non à la manipulation du mouvement dans les écoles par les organisations liées de près ou de loin à l'Union de la gauche ! TOUS A LYON LE 7 MARS

Le rendez-vous sera communiqué par voie de presse la semaine prochaine.

Pour tout contact écrire à : Coordination des Élèves Révolutionnaires

Librairie Populaire BP 84 Lyon Préfecture

# REPORTAGE

# CEPEM-THERMOR (Orléans)

# LES DIFFICULTES DU PCF A CONTROLER LES LUTTES

José GARCIA

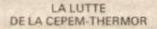
Aujourd'hui, la lutte entrera dans sa troisième semaine. A ce jour, la direction, la CGE, n'a toujours pas donné signe de vie, elle refuse toute discussion, toute concession pour l'instant. S'installant plus ou moins consciemment dans une lutte de longue durée les grévistes, pour faire connaître leur grève, ont décidé de tenir avec leurs sections syndicales, une conférence de presse aussitôt après l'AG d'hier.

Cette grève, c'est la dixième qui a lieu à Orléans en quatre mois. Après Orlane, Quelle, Saint Gobain, Coussinet-Mince, Reedland, Haxo, les Nouvelles Galeries, les cheminots. Dans l'ensemble de ces luttes, le point marquant c'est le développement

nots des Aubrais-Orléans c'est les gens du PCF qui refusaient de bloquer les trains de voyageurs sous prétexte que ceux-ci allaient se ranger du côté de la direction; quel démenti cinglant quand les cheminots rejetant ces «conseils» ont été salués absent de l'usine, il a tout juste quelques adhérents et encore...! La section CFDT qui représente 70 % des voix aux élections pratique une politique d'unité avec la section CGT sur la base de la prise en compte des aspirations des travailleurs.

Ce qui ne manque pas de développer les contradictions entre la section syndicale CGT et l'UL CGT qui voit cette lutte d'un mauvais œil. Bien sur elle ne va pas dans le sens du programme commun! Personne ne parle de la nationalisation de la CGE, comme«but» de cette grève !

tant de se saisir des luttes de la classe ouvrière, pour les contenir, et pout faire passer sa camelote. A la CEPEM-THERMOR son absence ne favorise pas cet objectif, aussi par l'intermédiaire de l'UL CGT les pressions sur la section CGT se font importantes, et le PCF ne tente-t-il pas par des manceuvres démagogiques (telles les déclarations du maire PCF de Fleury les Aubrais qui veut rencontrer la direction) de donner l'illusion aux travailleurs qu'ils sont indispensables pour «garantir le succès de la grève». Or les travailleurs de ta CEPEM sont très clairs sur ce point :«Nous ne voulons pas que notre grève soit récupérée par un parti politique, notre grêve n'est pas politique» (derrière cette affirmation des travailleurs c'est avant tout le rejet de la politique bourgeoise du PCF) Aussi se rabat-il sur les calomnies dans les autres usines pour tenter de rendre la grève impopulaire.

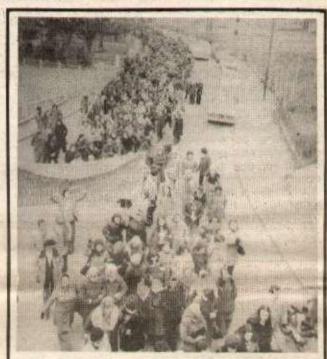


L'intersyndicale, malgré les pressions que subit la section CGT, prend en compte les aspirations des travailleurs. Le comité de soutien, composé de syndiqués, de nonsyndiqués et d'éléments extérieurs (progressistes, syndicalistes d'autres usines,...) sous direction de l'intersyndicale, montre la volonté des travailleurs de prendre en main eux-mêmes la popularisation sans s'en remettre aux Unions Locales, pour éviter toute récupération.

Ce sont les travailleurs de la CEPEM qui mènent la lutte, ils tiennent bien à en garder la direction.

# En URSS aussi...

A Brest-Litovsk, en URSS (près de la frontière polonaise)
Creusot-Loire a implanté la même usine que la CEPEM. Le
«responsable des méthodes» de la CEPEM qui s'est occupé
du processus de fabrication nous a expliqué qu'il ne
différait en rien de celui de la CEPEM-Thermor. En clair, ce
contre quoi les travailleurs de la CEPEM luttent, les
cadences, les conditions de travail..., c'est ce que
subissent chaque jour les ouvriers de Brest-Litovsk. Alors,
c'est cela un pays «socialiste» ?



«Duhamel s'est sauvé»

Après l'assemblée générale de jeudi, près de 1 600 travailleurs ont participé à la manifestation qui se rendait à St Jean Ilà où se trouve la direction). En arrivant sur place nous avons appris que Duhamel (PDG de la CEPEM) avait rapidement plié bagage à l'annonce de notre arrivée ! Aussi faut-il lancé un avis de recherche : «Monsieur Duhamel, les travailleurs de la CEPEM attendent!»



des contradictions entre les travailleurs et les révisionnistes du PCF. Elles se sont manifestées de diverses manières. A Orlane, c'est le refus de la récupération de la lutte par le PCF, qui en a été absent du début à la fin, grève victorieuse dont il n'a jamais parlé. Pour les chemipar les voyageurs pour leur lutte.

A Saint-Gobain, considéré comme le fief des faux communistes, les grévistes ont été jusqu'à expulser les élus et les responsables de ce parti bourgeois...etc.

A la CEPEM, le parti révisionniste est pratiquement LE P«C»F ET LA CEPEM-THERMOR

La CEPEM-THERMOR, c'est l'usine la plus importante d'Orléans. Beaucoup de travailleurs de l'agglomération s'intéressent à la lutte, elle devient un pôle d'intérêt. Or pour le PCF il est impor-

# "THERMOR: UNE FEMME MERITE LE MIEUX"

de la publicité des cuisinières Thermor ou version différente mais dans le libère la femme !... Et bien qu'en pensent les femmes de la CEPEM-Thermor 7... A cette question la réponse des nombreuses femmes qui travaillent à la chaîne ou dans les bureaux c'est la même : la colère : «Quelle libération ! Les crises de nerfs sur la chaîne parce que les cadences sont trop fortes. Les gosses en rentrant à la maison, on est crevé on peut pas s'en occuper comme il faudrait. Des fois on les grondent pour pas grand chose, parce qu'on est sur les nerfs, tout simplement. Voilàn. «Et on voudrait nous faire croire que d'avoir une cuisinière tout électrique ça suffirait à changer notre vie la «Moi, j'en ai une c'est pas pour cela que je



me sens libre! Au contraire, mais avec la grève, là je me sens revivre. D'abord je discute avec les autres femmes ce que je n'avais pas l'occasion de faire, j'ai plus de temps pour être avec mes gosses, mercredi je les ai emmenés au piquet de grève, ils étaient contents. c'est rare qu'ils passent le mercredi avec leur mère et puis ça leur fait du bien de voir une grève, ça les éduque!»

Les femmes n'ont pas besoin de Thermor pour se libérer au contraire, c'est dans la grève contre Thermor qu'elles se libérent!

# **AVEC LE COMITE DE SOUTIEN**

qualité, cravate, chapeau.

Le comité de soutien, mis en place mercredi de la semaine dernière a commencé à fonctionner. Pour l'instant, une trentaine de travailleuses et travailleurs y participent (plus quelques syndicalistes des autres usines de la ville).

La tâche principale qu'a prise en main le comité de soutien c'est tout d'abord le développement de la solidarité de la classe ouvrière, les contacts avec les paysans qui étaient venus soutenir les grévistes de Rivierre Casalis.

Trois femmes de Thermor sont parties avec un paquet de tracts et deux boîtes de collecte : nous sommes devant la gare d'Orléans.

«Quand tu en vois passer qui sont bien habillés, des docteurs, des «gens bien» comme on dit, tu peux être sûr qu'ils ne vont rien donner. Tiens regarde (») : costume de

l'attaché-case à la main, la tête haute, cet homme qui a tout l'air d'un cadre s'approche vers nous, il va surement prendre le train... en première classe. Un petit clin d'œil avant de partir, la boîte à la main, notre camarade de la CE-PEM s'approche de lui : «Etes-vous solidaire des grévistes de la CEPEM ?» dit-elle poliment. La réaction de l'homme est immédiate. Il ferme la bouche, sert les dents, lève un peu la tête, ses yeux se détournent de nous : «Il ne nous a pas vus, il n'a rien entendu !» c'est l'éclat de rire général. Puis c'est un ouvrier qui donnera sans hésiter, des mères de famille revenant de leurs courses qui soutiendront. Mais à la gare à cette heure-ci beaucoup de bourgeois grands et petits vont et viennent ; nous entendrons aussi des insultes: «Vous n'avez qu'à travailler autre part» ou «Bande de fainéants». A toutes ces insultes, il est difficile de se contenir, les réponses sont toujours rapides: «Fainéants ? Tu veux parler de toi ?», etc...

Ces collectes ne vont que développer cette solidarité de classe, on verra une retraité verser cinq francs avec un petit signe d'encouragement, un jeune chômeur nous donner les quelques pièces qu'il lui reste en nous saluant...

Ces deux ou trois francs qu'il aura versé auront beaucoup plus de signification que le billet de dix francs qu'aura donné le commerçant du coin... de peur de perdre des clients.

La collecte permet aussi de faire connaître la lutte car beaucoup ne sont pas au courant.

# LUTTES OUVRIERES

### CEPEM - Thermor

# "LA SOLIDARITE N'EST PAS UN VAIN MOT"

Hier matin, à 9heures, l'assemblée générale était attendue par tout le monde avec impatience. D'abord on voulait savoir si le week-end avait eu pour effet de démobiliser les forces. Avec l'importance du piquet de grève de 4 heures, les doutes furent enlevés. Parmi les quelques dizaines de non-grèvistes, certains ont même rejoint le mouvement. Il y avait donc autant de monde que la semaine dernière, c'est-à-dire la quasi-totalité du personnel pour entamer la troisième semaine de grève.

Cette assemblée générale différait des autres car, comme les grévistes l'ont voté jeudi dernier, elle doit aussi se prolonger en conférence de presse, initiative qui est une première réponse des travailleurs au blocus de la presse dont ils sont l'objet depuis le début du conflit.

Un absent. Il semble que la grève de la plus grande usine d'Orléans ne soit pas importante : c'est FR3 qui a paraitil beaucoup trop de sujets à traiter...

Avant la conférence de presse, la grève fut revotée à l'unanimité. Le vote fut précédé d'un témoignage d'une employée du service d'achat:

### NOUS NE POUVONS PAS LES DECEVOIR!

Luttant depuis plus de 20 ans, cette femme a voulu montrer ce que représentait cette lutte pour elle, pour



tous les travailleurs de la CEPEM-Thermor, tous les travailleurs d'Orléans. Elle a profité du week-end pour rédiger un texte, émue, elle monte à la tribune devant les centaines de grévistes :

«La lutte est engagée, il faut être digne I Tous ensemble, nous pouvons gagner... Il faut affirmer notre volonté de lutte. Je participe au comité de soutien, j'ai effectué plusieurs collectes, c'est une épreuve dure et belle, vous voyez des travailleurs qui vous réconfortent, vous disent «bon courage». Il faut nous aider à combattre contre le capitalisme. La seule façon de les remercier c'est de lutter... La solidarité n'est pas un vain mot la

La lecture de ce témoignage a touché tout le monde

Un travailleur du service publicité est venu lui aussi à la tribune pour lire les extraits d'un livre que Duhamel, PDG de la CEPEM-Thermor a écrit : «Physiologie d'une grande entreprise». Duhamel qui s'est sauvé en courant à chaque fois que les grévistes ont voulu le rencontrer.

«Tous les dirigeants ont tendance à considérer les conflits sociaux comme un mal. Moins nombreux sont ceux qui, à ce mal,

car l'intervention d'Annette, c'était l'expression de tout ceux qui n'avaient pas osé s'exprimer jusqu'ici. Elle n'est pas déléguée, elle n'est pas militante, mais elle nous a montré sa colère contre cette société qui détruit tout, sa

cherchent vraiment des remèdes et en trouvent. Cependant, il existe de multiples possibilités, non seulement d'humaniser le travail en usine, mais d'améliorer les relations avec le personnel, de pratiquer avec lui une politique d'ouverture et d'information, de se prêter au dialogue et même de le recherchern

Inutile de décrire les rires qu'a pu provoquer une telle lecture !

volonté de lutter jusqu'au bout, de ne pas courber l'échine plus longtemps, et la joie que représente ce combat. Elle fut applaudie à tout rompre.

José GARCIA

### Hoover (Dijon) : ce n'était qu'un début, le combat va reprendre

Il y a plusieurs mois, la direction de l'entreprise Hoover à Dijon (Fabrication d'appareils électro-ménagers) réduisait les horaires de travail 32 heures. Difficultés ? Qu'on en juge

Les travailleurs en plus d'une amputation importante sur leurs salaires, voyaient avec surprise les cadences augmenter sur certaines chaines du fait que la même production continuait... en moins de temps... Pendant le même temps, la direction annonçait des licenciements. Une lutte brêve et particulièrement intransigeante imposait un premier recul : la direction était obligée de garantir l'emploi pendant plusieurs mois. Cette victoire montrait à la classe ouvrière dijonnaise qu'il était possible

de faire reculer les patrons ! La bourgeoisie d'ailleurs avait bien senti la menace : un groupuscule fasciste attaquait le local de l'UD CFDT et s'intéressait plus particulièrement aux tracts concernant la lutte des travailleurs d'Hoover...

Aujourd'hui, le recul imposé arrive à échéance et la direction espère bien cette fois-ci licencier en douceur. Mais les travailleurs avec leur section CFDT qui a déjà montré que pour elle le syndicalisme au service des travailleurs n'était pas un vain mot, sont prêts : si la direction a la mémoire courte; les travailleurs sauront le lui ra-

Nul doute que nous en reparlerons.

# En bref

# Grève victorieuse contre la répression au centre de tri de Gennevilliers

Mercredi 18, l'administration donnait 10 PV 532 à des auxiliaires parce qu'ils n'étaient pas venus le jour de la grève RATP. Aussitôt, l'inter-syndicale fait un tract et appelle à une assemblée générale le jeudi à 19 H. En assemblée générale, le personnel de nuit vote la grève. lendemain, la brigade de jour se concerte et débraye aussi." A 10 H, vendredi, une délégation de plus de 50 postiers se rend à la direction départementale, elle force le passage et exige le retrait immédiat des sanctions. Au bout de quelque temps et devant la combativité des postiers, la direction

Cette lutte est importante car avec le démantélement des PTT, l'administration voudrait se débarrasser des auxiliaires. Par exemple, de Gennevilliers, nous allons passer, en juillet ou en septembre, à Nanterre et Issy-les-Moulineaux. La direction voudrait en profiter pour licencier tous les auxiliaires ainsi que le personnel combatif. Pour cela, elle accumule les sanctions sur les dossiers. Il est donc important de riposter immédiatement contre la répression.

Correspondant centre de tri

### Les locaux de la CFDT, propos de conflits syndicaux Comité Régional CFDT et le patronat», à temps... PTT Brune: grève (Blaupunkt)», «tentative du surtout... le dossier Blaupunkt | Et ce au moment où directeur de Luchaire de Pour dénoncer cette nou-

place Guillouard à Caen, ont été saccagés jeudi dernier. Des duplicateurs, du matériel de sérigraphie, un magnétophone et les fils du téléphone ont été détériorés, avec un vandalisme délibéré l Après les attaques fascistes contre l'Union Départementale CFDT de Dijon et plus récemment les deux attentats successifs contre la Bourse du Travail de Bobigny (Seine St. Denis), cette agression s'inscrit nettement dans la série des provocations du pouvoir et de ses antennes fascistes (SAC, Ordre Nouveau, SOA et autres milices) contre les travailleurs en lutte, contre leurs organisations syndicales...

Dans une déclaration, l'Union Régionale CFDT de Basse-Normandie soulignait que, simplement au plan régional, on pouvait déjà noter «la manifestation patronale anti-grève à l'EDF, la campagne fascisante du sergent Dupuy, la déclaration de guerre de la CFT, tandis que la répression s'accentue dans les usines (Blaupunkt, Claudel, Vet-France...), dans les écoles, et que les manœuvres d'intimidation se développent (Saviern, SMN, Moulinex...) tandis que sont pratique courante «la diffusion de tracts anonymes attaquant des militants CFDT», «le recours à la force publique pour perquisitionner chez les militants à

blesser un responsable CFDTn ...

AGRESSION CONTRE LA CFDT DE CAEN!

Le plus inquiétant, si c'est possible, c'est ce qui a disparu après cette incursion dans les locaux syndicaux : le dossier du Comité de Chô-

deux délégués J. Girard et P. Susbielle devaient passer devant le juge d'instruction pour la séquestration en juin dernier du directeur de Blaupunkt : la coıncidence et trop grande pour ne pas être voulue | C'est «faire disparaimeurs, les procès-verbaux du tre des dossiers génants pour

velle provocation et engager la riposte, la CFDT organise avec le soutien de plusieurs organisations dont le PCR (m-l), un meeting :

JEUDI 26/2/76 à 20h30 aux Hall A. SOREL

# COFAL (Loches)

# Au dola dos

A la Cofal, (Loches), petite entreprise de fabrication de jouets en peluche, 14 ouvrières attendent depuis décembre une solution pour sauvegarder leur emploi. 'Un accord était intervenu alors avec un industriel nommé Labbé, pour un plan de reprise progressive des activités Jusqu'à la fin janvier, les ouvrières de la COFAL avaient donc interrompu leur occupation active InOn produit, on vend...ul. Mais le plan n'a pas été respecté, on n'entend plus parler de ce patron fantôme. Aussi la production a-t-elle été relancée depuis le 20 janvier.

Désormais, l'obstacle principal, c'est l'ANPE qui ne veut plus rien savoir et, cons-

tatant que le délai pour la prise en compte du droit aux indemnités de chômage est échu depuis le 15 février, pousse à l'inscription individuelle au chômage. Les ouvrières refusent cette «solution» et critiquent sévèrement le responsable de l'Agence pour l'Emploi qui se plie aux injonctions du Ministère du Travail, alors qu'il est syndique CFDT... comme les travailleuses en lutte de la COFAL I

Il semble qu'un autre acquéreur se profile en ce moment, mais sans qu'aucune proposition concrète n'ait été dégagée : le syndic est en vacances et ne donne pas signe de vie (alors qu'il aurait dû téléphoner hier pour tenir

les ouvrières au courant).

«Les pouvoirs publics jouent l'inertie : leur Comité d'Expansion Economique, contacté, n'a rien trouvé d'autre que de passer une annonce dans la presse pour présenter la COFAL comme locaux à vendre la dit la CFDT locale.

Aujourd'hui les problèmes financiers s'accroissent ; faut intensifier le soutien à la COFAL (un Comité existe pour cela à Tours...), et notamment en participant à des ventes d'objets en peluche. Pour cela écrire :

> UNION LOCALE CEDT LOCHES - 37 -

La COFAL vaincra I

# contre le démantélement

Au centre de tri de Paris Brune, alors que depuis une semaine les postiers du transbordement sont en lutte contre la pollution (gaz des voitures postales), c'est 65 % des postiers, qui vendredi, à leur tour, se mettaient en ureve 24 heures pour montrer leur ferme volonté de s'opposer au démantélement du centre. Ce démantélement signifirait la suppression de 786 emplois sur 1 700 L Comme dirait «l'Humanité», on licencie alors que des milliards viennent justement d'être utilisés pour moderniser le centre. Les révisionnistes voudraient peut être nous faire croire qu'il n'y a aucun lien ? Mais en système capitaliste que veut dire «modernisation» sinon justement l'automatisation run loin d'allèger le travail ne fait que supprimer des emplois 7 C'est justement contre cette modernisation qui se fait sur leur dos que les postiers luttent.

## Languedoc-Roussillon: vers une journée «région-morte»,

Les organisations des salaries, des viticulteurs, des commercants et artisans du Languedoc et Roussillon, autres avoir tiré le hilan des manifestations du 5 février dans la rection, manifestations avant rassemblé 100 000 personnes ont décide de lancer une journée «région morte». Dans un communiqué commun, les organisations ont declare «Conscients qu'une lutte permanente, acharnée et tenace est necessaire pour arracher des résultats tannibles : les organisateurs de la journée décident... de preparer de nouvelles actions jusqu'à ce que soit pris roellement en compte leurs légitimes besoins et revendicabous - oui sont l'arrêt des importations, la garantie du prix du viu la création d'emplois et l'augmentation des salaires. Des auguird'him, les organisateurs ent décidé de multiplier les neurontres entre salariés et viticulteurs.

# INFORMATIONS GENERALES

# En bref

# La famille Roudeix relogée

Après avoir proposé un logement à Fontenay sous Bois, l'Office départemental en a donné un à Bonneuil sur les bases que nous demandions : Vitry et ses environs. A ce point de la lutte, le Comité de quartier et la famille ont pesé le pour et le contre, certes nous avions commencé à préparer une occupation de logement, certes nous avions recueilli près de 1 500 signatures (dont 500 sur Vitry même) mais il y avait tout lieu de penser que si la famille refusait Bonneuil, la mairie allait répandre le bruit comme quoi «ces gens refusaient tout».

Dans l'état actuel des choses, c'est donc une victoire. Depuis un an et demi le dossier était déposé en mairie et il n'y avait rien, en quinze jours, le Comité a gagné, c'est la victoire de la force collective. A la réunion du Comité, mardi, le sourire était sur tous les visages, la confiance était là, dans nos HLM, les familles vivaient chacune avec leurs problèmes, enfermées dans leur solitude, c'est une lecon d'optimisme révolutionnaire. Aujourd'hui, le Comité tire le bilan et prépare une nouvelle lutte contre les saisies.

### Le Comité de Chômeurs du 18e communique :

Avec le soutien de l'UD. CFDT, Femmes en lutte, les sections CFDT de la BNP, PTT, des hôpitaux et d'un CET du 18°, ainsi que les sections syndicales de l'ANPE, et avec le soutien des chômeurs présents, une intervention dans l'agence locale sur les refus de dossiers, le retard des paiements, a été effectuée, par une délégation du Comité auprès du directeur de l'agence.

Elle a présenté une pétition de 400 chômeurs, 40 dossiers en retard ou en refus, et les revendications suivantes :

création de postes de traduction et d'accueil pour les immigrés, en renforçant les effectifs de l'Agence.

acompte vital dès le dépôt du dossier.

- garderie sur place pour les enfants.

Pendant ce temps, des discussions se sont engagées entre les chômeurs présents et le personnel de l'ANPE. Dans le 18°, sur 8000 chômeurs inscrits (dont 50% de femmes et 30% d'immigrés), 4000 ne touchent aucune allocation. Un délai a été fixé à l'Agence pour qu'elle se prononce sur ces revendications. Le Comité poursuit son action sur tous les problèmes des chômeurs et des travailleurs menacès dans leur emploi.

Le Comité de Chômeurs du 18° est ouvert à tous. Sa permanence se tient chaque vendredi à 13 h 30 au 174 rue Championnet - 18° -

# Maroc : plus de 50 arrestations

Nous venons d'apprendre qu'une cinquantaine de personnes ont été arrêtées dans différentes villes du Maroc : Casablanca, Rabat, Tanger, Fez. Ces arrestations ont été effectuées depuis le début janvier, elles concernent marocains qui ont distribué des tracts hostiles au régime de Hassan II et concernant la question de l'invasion marocaine au Sahara. Il faut noter que parmi les personnes arrêtées se trouvent plusieurs femmes (ce qui marque l'élargissement de la lutte contre le régime). Ces arrestations viennent contredire le mythe de «l'unité nationale» faite autour du roi pour soutenir tout d'abord la marche verte puis l'intervention militaire ouverte au Sahara occidental, elles démontent la fiction de ce qu'on appelle aujourd'hui «l'ouverture» du régime, «ouverture» dans laquelle se ruent révisionnistes, réformistes et autres formes prétendûment révolutionnaires.

De quelle ouverture peut-il être question alors que les arrestations se multiplient, particulièrement contre les militants qui prennent ouvertement des positions contraires à celle du régime des organisations et partis légaux marocains à propos de la question du Sahara? De quelle unité nationale, autour du roi vient-on nous rabattre les oreilles depuis plusieurs mois? Ces arrestations montrent bien au contraire que le peuple marocain n'est pas prêt à suivre son oppresseur dans son opération «colonisation du Sahara», que le peuple sahraoui peut compter sur l'appui de marocains à l'intérieur même du Maroc. Le voile de l'intoxication commence à se lever ; non le peuple marocain n'est pas unanime derrière le roi, non le peuple marocain n'est pas d'accord pour imposer au peuple sahraoui une nouvelle domination!

VIERZY, une bataille d'experts...

# LES FAMILLES DES VICTIMES EXIGENT LA VERITE

42 mais après la «catastrophe» du tunnel ferroviaire de Vierzy qui fit 108 morts et 88 blessés, 9 inculpés comparaissent devant le tribunal de grande instance de Soissons.

Dans la soirée du 16 juin 1972, deux trains expressassurant dans chaque sens la liaison Paris-Laon, entrent en collision au milieu du tunnel de Vierzy, long de 1 400 mètres. Ils se sont jetés à plus de 100 km/h sur un énorme éboulis de pierrailles provenant de la voûte de l'ouvrage en réfection qui s'est écroulée un peu avant leur passage. Il faudra 150 beures pour retirer de l'amas de ferraille les victimes, en grande partie des étudiants et des militaires en permission.

La cause de l'accident c'est bien sûr l'éboulement, mais qu'est-ce qui est l'origine de cet éboulement ?

Il aura fallu près de 4 ans pour que le 8 janvier 76, 9 inculpés soient envoyés devant le tribunal de Soissons, après une série d'expertises et de contre-expertises.

Dès le 19 juin, 2 informations judiciaires sont ouvertes, une sur instruction du Procureur de la République et, fait absolument exceptionnel, une sur décision du gouvernement. Cette dernière n'a pas été décidée pour garantir une meilleure instruction de l'affaire mais, bien au contraire, pour être capable au moment voulu de contrer l'enquête judiciaire. Enquête judiciaire qui conclut à la responsabilité de la SNCF qui n'avait pas prévu l'effondrement du vieux tunnel et, avait fait procéder à des travaux sans apprécier la fragilité du tunnel.

Ces conclusions étaient absolument inacceptables pour le gouvernement. Pas question que la SNCF soit responsable ! S'il y a eu accident c'est parce que les travaux, commandés par la

SNCF, ont été conduits sans précautions particulières, et voilà la responsabilité rejetée sur l'entreprise chargée des

travaux l
A partir de ces 2 dossiers
c'est pourtant 6 hauts fonctionnaires de la SNCF qui
sont inculpés en septembre
73. Pendant 3 ans de contreexpertises en contre-expertises tout est fait pour disculper ces hauts fonctionnaires. Et cela n'a pas si mal
marché, aujourd'hui, ce sont

sont inculpés, certes, mais pas les mêmes ! Ce sont des agents de la SNCF à des échelons régional et local ! Pas question de porter les responsabilités au plus haut niveau ! Dans l'affaire la société qui faisait les travaux n'a pas été oubliée et le chef de chantier inculpé.

### 4 ANS POUR RÉGLER LES COMPTES À L'AMIABLE

Ce n'est pas la SNCF qui se plaindra des lenteurs de la justice ! Ces 4 années elle les a mises a profit pour régler à l'avriable les dossiers des personnes qui, pressées par des besoins d'argent, n'ont pas pu attendre que l'affaire vienne en jugement. C'est tout économie pour la SNCF qui peut discuter les indemnisations ; d'autre part les familles ainsi indemnisées ne pourront plus se retourner contre la SNCF ! 9,2 millions ont été ainsi dépensés pour

indemniser 260 familles.

### DES RESPONSABLES ? PEUT-ÊTRE, DES CON-DAMNÉS SÜREMENT PAS!

Passons sur les peines qui frappent les responsables de la mort de 108 personnes qui sont jugés en vertu d'une loi de 1845 concernant les accidents de chemins de fer et qui, nous dit-on «aggrave» les peines pour homicide par imprudence : 6 mois à 5 ans de prison et, 1 080 à 10 800 F d'amende l

Mais encore, si condamnés il y a... ils pourront bénéficier de la loi d'amnistie! Là aussi, les 4 ans ont été tout profit car entre-temps, nous avons changé de président de la République!

### LA RESPONSABILITÉ DE LA SNCF

Après l'accident, la SNCF a procédé à des travaux dans d'autres tunnels pour éviter tout nouvel accident. Si la «catastrophe» est arrivée, c'est bien parce qu'il y a de la part de la SNCF une politique qui lui fait sacrifier délibérément la sécurité des travailleurs à la rentabilité et au profit.

La SNCF préfère accorder des tarifs préférentiels aux entreprises (utilisant ainsi une partie du budget à combler le déficit) ou financer des programmes de prestige, telle la liaison rapide Paris-Lyon pour hommes d'affaires, plutôt que d'améliorer les conditions de sécurité sur son



# le slalom de giscard

Giscard d'Estaing a quitté Courchevel pour Paris, sur la route du retour il a accordé une interview au quotidien régional «Le Dauphiné Libéré». Le président s'est bien amusé pendant ses vacances de neige mais comme tous les présidents, même en vacances il n'arrête pas de penser à l'avenir du pays, la preuve : il avait emmené avec lui deux dossiers. Réjouissons nous donc nous sommes bien gouvernés, et à défaut d'avoir une grande équipe de ski nous avons un président qui se défend.

La famille qui a ouvert ses portes à Giscard



A la montagne Giscard a fait des découvertes «J'ai été favorablement impressionné par un équipement de village». Il s'agit de Montchavin où «les restaurants sont tenus par des agriculteurs de la commune et concourent à garder l'aspect de leur village, identique à ce qu'il était avant que le tourisme savovard ne se développe». Il fallait y penser, les paysans verraient tous leurs problèmes se résoudre s'ils ouvraient un restaurant sur leur ferme. Voilà ses solutions à la question paysanne, l'assassinat par sa police d'un paysan ne lui a inspiré aucun commentaire ; il est vrai que le journaliste du «Dauphiné Libéré» qui connaît les bonnes manières ne lui a pas posé la question.

Giscard avait apporté avec lui deux dossiers : «d'une part un certain nombre de notes et d'analyses sur la situation économique francaise et mondiale en 1976 mais aussi en 1977... Il est indispensable de conduire l'économie française vers le plein emploi».

On sait que le plein emploi est au centre de ses préoccupations depuis plusieurs années, il en parlait avant même d'être élu, depuis le nombre de chômeurs a triplé. Et il ajoute :« Seule une économie francaise compétitive peut assurer aux travailleurs un

haut niveau d'emploi et de revenus». En conséquence les patrons auront droit à de nouveaux cadeaux pour se moderniser, ce qui leur permettra de sortir une production accrue avec le même nombre ou même moins d'ouvriers, mais ne relancera certainement pas l'embauche. Quand on lui parle de chômage Giscard répond «compétitivité», on en voit les résultats, le nombre des chômeurs n'est donc pas prêt de diminuer.

Giscard s'était également muni d'un dossier sur la question européenne, «Ce que nous souhaitons, vous le savez, c'est une Europe efficace, capable de tenir sa place et faire entendre sa voix dans le monde moderne.

Nous serons conduits à faire à cet égard, un certain nombre de propositions à nos partenaires dans un esprit d'efficacité européennes.

Le président n'en a pas dit plus sur ce sujet, la construction européenne sous la double égide de l'Allemagne et des USA n'est pas remise en cause, la «Voix de l'Europe» dans cette perspective c'est la voix de l'atlantisme.

Mais en politique le slalom n'a qu'un temps, les problèmes ne peuvent être sans cesse esquivés, le style giscardien est usé, il ne nous feras pas oublier nos revendications.

# LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

Épinal

# APRES LE MEUTRE D'UN PAYSAN

Après les manifestations paysannes du 17 février à Epinal, au cours desquelles un paysan (Michel Boye) a été assassiné par les CRS, les discussions avec plusieurs paysans amènent des éléments nouveaux sur les circonstances dans lesquelles a été assassiné Michel Boye. Celui-ci. d'après plusieurs témoignages formels, a été frappé alors qu'il avait les mains dans les poches, à 11h30 ; c'est-à-dire avant qu'il y ait eu des incidents. Ceux-ci ont eu lieu aprés, quand les gendarmes sont apparus, apparition qui a provoqué une réaction de colère, des paysans ont alors été chargés.

Cet assassinat de la part de la bourgeoisie est clair : il vise à couper court aux mobilisations paysannes et à éviter que ne commence à se construire l'unité dans les luttes de la région, notamment autour de SIMAX, usine actuellement occupée depuis plusieurs mois, en riposte au licenciement d'un délégué CFDT, et dans la région où le chômage s'étend. La bourgeoisie a peur : elle se souvient des puissantes mobilisations. au moment de la guerre du



Les manifestations paysannes du 17 février : de violents affrontements avec les forces de répression.

lait en 70. Tel est bien en fin de compte, le contexte dans lequel s'inscrit cette répression accrue!

Le journal l'«Est Républicain» aux mains de JJ-SS est bien silencieux sur cette répression. Mais un tel silence n'arrivera pas à étouffer la colère qui monte dans la région l

Correspondant NANCY

Lerrain, cet après-midi tout est silencieux dans ce petit village des Vosges, qu'éclaire un pâle soleil. Sur les routes et dans les rues désertes, des centaines de voitures venues des alentours mais aussi de Haute-Marne, de Meurthe-et-Moselle. 2 500 à 3 000 personnes, venues assister à l'enterrement de Michel Boye, se sont groupées autour de la petite église du

Mais dans cette cérémonie, tous s'y sont mis pour que n'éclate pas la colère devant de tels faits.

Beaucoup étaient venus en attendant autre chose et après avoir rendu un dernier jiommage à leur camarade, beaucoup sont repartis un peu démobilisés. Ils attendaient des propositions, une autre cérémonie mais si sur ce point c'est un échec, il nous faut développer la riposte, c'est le droit de manifestation qui est remis en cause dans une région durement touchée par le chômage et les licenciements.

# «LES NOUVEAUX SAUVEURS» DE LIP

C'est mercredi dernier que Neuschwander a réuni le comité d'entreprise, pour lui annoncer son départ.

Depuis, les réactions des Lip sont diverses : "Oh ca ne change rien, lui ou un autre, ce n'est pas le premier PDG que l'on voit partir, on ne choisit pas son patron». Mais ce qui s'exprime aussi, c'est la peur du lendemain : «Ce départ de Neuschwander, ce n'est qu'un épisode, mais qu'annonce la suite ?» voilà l'interrogation de tous les Lip. Chez beaucoup, il y a la crainte de nouveaux licenciements, de nouvelles attaques contre ce que les Lip avait maintenu fermement feur emploi. La section CFDT est toujours «dans l'attente», elle cherche en vain une explication et des assurances économiques, c'est pour cela qu'elle était reçue jeudi, sur sa demande, par Riboud. Elle espère un plan économique afiable», comme elle dit. Qu'apporte Riboud à ces questions ? Sa réponse a d'abord été Madame Water man, championne de la rentabilité. Femme ou pas à la tête de Lip, «la condition féminine chez Lip, c'est d'étre OS, avec moins de 1 700 F mensuels», voilà ce que les femmes de Lip disaient à la sortie de l'usine ; elles parlaient de leurs difficultés à joindre les deux bouts...

Enfin, le 20 février, le conseil d'administration s'est réuni et a décidé de confier sa présidence à Jean Sarqueil, et sa direction générale à Jacques Millet. Qui sont les «nouveaux sauveurs» ? Sarqueil est membre du Bureau de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises, PDG d'une fabrique d'instruments de musique après avoir été celui d'une société d'aspirine. Il représente le CNPF au Bureau International du Travail, et a été administrateur au Centre National d'Information pour la Productivité des Entreprises! Tout un programme!

Après Gomez, «Madame Watermann», qui déclarait que les effectifs de Lip étaient trop importants pour maintenir la compétitivité internationale de la firme, voici un homme qui s'y connaît en productivité!

Millet, lui, vient du groupe BSN, où il a fait toute sa carrière sous la houlette de Riboud.

Les travailleurs de Lip n'ont vraiment rien à attendre de ces messieurs! Ils peuvent déjà se préparer aux mauvais coups qui les attendent.

### Des chutes mortelles

Les travailleurs des diverses entreprises construisant les equipements nucléaires du Bugey (près de Lagnieu dans l'Ajn) ont débrayé une heure vendredi pour protester contre le manque de sécurité responsable de la mort de 2 de leurs camarades. A 4 jours d'intervalle tous 2 ont fait une chute mortelle.

### Fougères

# IL FAUT RECRÉER LE FRONT SYNDICAL

Environ 1 500 personnes se rassemblaient hier à 15 H, place de la Gare à Fougères. Tous ceux de Réhault étaient là, mais aussi les travailleurs de toutes les usines de la ville et des enseignants.

L'Association Populaire Familiale appelait également à cette manifestation. En tête de cortège, un cercueil porté par quatre ouvrières, symbolisait la mort de la chaussure et aussi du pays fougerais qu'est en train d'organiser la bourgeoisie. Pendant 2 H. la manifestation parcourait les rues de la ville aux cris de «Non aux licenciements» «Du boulot oui, du chômage non» «Cointat salaud, le peuple aura ta

Déjà FO et la CFTC ne se sont pas associés à la manifestation d'aujourd'hui. Leurs préoccupations sont ailleurs : dans une table ronde qu'ils réclament à cor et à cri, table ronde dont tout le monde sait qu'elle n'apportera rien. Quant au PrC»F, par l'intermédiaire de ses hommes dans la direction CGT, il s'est évertué, ces derniers jours, à sabrer les tentatives d'unité qui se faisaient jour. La CGT a tenté d'organiser une manifestation séparée et devant le peu de succès rencontré, s'est trouvée obligée d'accepter la manifestation commune. Tout au long de la manifestation, elle a essayé de faire reprendre : «Unité, action, programme commun», mais sans grand succés, à chaque fois recouvert par des mots d'ordre offensifs, dont "Une seule solution, la révolution» puissamment repris.

Les travailleurs désapprouvent la division fomentée par le PvCuF et la direction CGT

Dès le début de la prise de parole du permanent confédéral CGT sur la place de la

Douve, des mots d'ordre éclataient spontanément : «Unité à la base, unité pour l'action». Le permanent laissait passer l'orage puis répondait, méprisant «Si vous voulez crier plus fort que moi, vous aurez du mala. Et, c'est hurlant dans le micro pour couvrir les mots d'ordre de protestations qu'il débita pendant 20mn son chapelet de litanies sur «La nécessaire unité, l'action responsable face à la provocation et la gesticulation». Quelques applaudissements clairsemés cloturaient son intervention.

Les travailleurs fougerais desapprouvent les manneuvers de division d'où qu'elles verment l'Ils sont attachés à l'unité d'action pour la lutte. «Comment lutter si ce ne sont que divisions comme maintenant ? Il faut recréer le tront syndical fougerais».

C'est ce qu'ils disaient quand le cortège est reparti après les prises de parole, en direction du boulevard Thiers accompagner les travailleurs de Réhault jusqu'à leur usine occupée!

Gérard PRIVAT

# En bref

# 2 200 morts dans des accidents de trajet

Il y a eu en 1975, 2 200 morts par accident de trajet, et 115 000 biessés autant que d'accidents du travail l

A fre les statistiques on apprend que la plupart d'entre eux arrivent à proximité des usines, qu'ils touchent plus particulièrement les jeunes de moins de 19 ans et les personnes de plus de 45 ans, que les 2 roues sont plus dangereux que les voitures, et que c'est parmi les manœuvres et les travailleurs immigrés qu'on trouve le plus grand nombre de victimes. Ce n'est pas un hasard la Prétendre que le manque de connaissance de la langue francaise en est principalement responsable, c'est masquer la vérité!

Le véritable responsable c'est la fatique! Les manœuvres et les travailleurs immigrés sont les travailleurs les plus exploités, ce sont eux qui font les travaux les plus pénibles, et après une dure journée de travail la fatique s'accumulant, les réflexes étant diminués, les risques d'accident sont accrus.

La circulaire, envoyée aux préfets par Poniatowski, leur demandant de sensibiliser l'opinion, de vérifier les 2 roues, d'améliorer la signalisation ne changera certainement pas beaucoup les statistiques, car le problème est ailleurs. Les accidents de trajet, les accidents de travail ont la même origine, l'exploitation capitaliste, et considérer la sécurité comme un ensemble de mesures techniques c'est refuser de chercher les vrais responsables, c'est bien ca le but visé par Poniatowski.

### Johnny Halliday inculpé

Johnny Halliday vient d'être inculpé pour fraude fiscale le jour même ou Fourcade annoncait une surveillance accrue des spéculateurs et des fraudeurs. Pour Fourcade c'est un moyen peu coûteux de se faire de la publicité et d'essayer de nous faire croire que même les plus grosses fortunes n'échappent pas à l'impôt. Il est reproché a Johnny d'avoir «publié» de déclarer pour 4 millions de francs de cachets. Johnny qui avait publiquement annoncé son soutien à Giscard pendant la campagne présidentielle trouvera certainement le moyen d'arranger à l'amiable cette affaire.

### Les affinités socialdémocrates de Dijoud

Dijoud, le secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés à beaucoup parlé ce week-end. Devant le conseil national de «Génération Sociale et Libérale», l'appellation sous laquelle se camouflent les jeunes giscardiens qu'il a exhorté ainsi : «Réinventez le socialisme généreux et, au fond, libéral, des fondateurs du socialisme français», «La France à besoin d'une social-démocratie comme en Allemagne, comme en Angleterre...»

Il n'a pas manqué une nouvelle fois de souligner l'excellence de ses rélations avec Defferre. Et il a prédit pour 77 un maire giscardien à Marseille. Serait-ce Defferre ce futur maire giscardien auquel pense Dijoud ? En tout cas, il espère bien perpétuer l'alliance électorale municipale entre socialistes et Républicains Indépendants, et préparer ainsi sa future accession à la tête de la mairie lorsque Defferre aura décidé de lui laisser la place.

### Les Républicains Indépendants aux côtés du sergent Dupuy

Le sergent Dupuy, fasciste notoire parcourt la France nour appeler à la répression et au meurtre contre le mouvement des appelés et les organisations syndicales. Il était dernièrement à Nancy où la municipalité avait mis à sa disposition une salle de l'hôtel de ville. A ses côtés, à la tribune, avaient pris place des débris de l'armée coloniale : harkis, paras ... et Argoud qui prit la parole pour réclamer un retour à la discipline. Les critiques qu'il porta contre Giscard n'ont pas gêné les députés Républicains Indépendants de la région. Weber et Kieffer qui étaient également en bonne place à la tribune. On est vraiment très libéral chiz les Républicains Indépendants... avec les fascistes. Une preuve de plus de l'alliance des giscardiens avec

# DOCUMENT

# du 20 ème congrès au 25 ème congrès

# VINGT ANS DE REVISIONNISME SOVIETIQUE

Le XXV° congrès du PCUS s'ouvre presque 20 ans, jour pour jour, après le 20°. Coïncidence voulue ? En tout cas, date significative, et qui invite au bilan.

Voici vingt ans, sous l'impulsion de Khrouchtchev, l'ancien parti bolchevik prenait en effet un nouveau cours. Dans son rapport, le premier secrétaire d'alors développait des thèses sur la «coexistence pacifique», le «passage pacifique au socialisme»; une partie secrète, prononcée

devant une partie infime des délégations assistant au congrès, s'en prenaît violemment à l'œuvre de Staline qui avait maintenu son pays sur la voie socialiste.

Immédiatement, d'authentiques communistes, le Parti Communiste Chinois, le Parti du Travail d'Albanie, et d'autres, engageaient la lutte contre ces thèses qui révisaient le marxisme-léninisme, contre le révisionnisme moderne.

Au terme de ce combat, l'URSS se trouvait cependant engagée sur la voie du retour au capitalisme, le mouvement communiste international était scindé. Avant d'entamer l'examen de l'URSS d'aujourd'hui, nous avons pensé qu'il serait utile de commencer par donner à nos lecteurs quelques extraits essentiels du rapport du XX° congrès, et de la critique faite par les camarades chinois et albanais du révisionnisme moderne : le 16 février 1956, s'ouvrait en effet le processus qui s'est continué jusqu'à nos jours à Mascou.

«Notre initiative n'a pas encore trouvé aux Etats Unis la

compréhension et l'appui qu'elle mérite, ce qui atteste

qu'aux Etats Unis, les positions des partisans de la solution

par la guerre des problèmes non résolus restent encore fortes et que ces partisans continuent d'exercer une forte

pression sur le président et le gouvernement. Mais nous

voulons espérer que notre volonté de paix trouvera une

appréciation plus juste et que les choses s'amélioreront»,

## Contre l'internationalisme prolétarien

# LA "COEXISTENCE PACIFIQUE"

«A l'heure actuelle, la situation a foncièrement changé». «Les querres ne sont pas inévitables, ne sont pas fatales. Il y a à présent, des forces sociales et politiques puissantes qui disposent de moyens sérieux pour empêcher les impérialistes de déclencher la guerre».

«En effet, il n'y a que deux voies : ou bien la coexistence pacifique ou bien la guerre la plus destructrice de l'histoire. Il n'existe pas de troisième voie».

### (Rapport de Krouchtchev au 20e Congrès du PCUS)

«II y a différents genres de paix et différents genre de guerres. Les marxistes léninistes doivent savoir discerner de quelle paix ou de quelle querre il s'a-qit. Confondre guerres justes et injustes et s'y opposer sans distinction est un point de vue pacifiste bourgeois et non un point de vue marxiste léniniste. Cértains disent que les révolutions sont tout à fait possibles sans guerre».

«Si l'on entend par là guerre de libération natio-

«Envisager le désarmement général et complet comme la voie essentielle permettant d'assurer la paix mondiale, répandre l'illusion que l'impérialisme déposera les armes de son plein gré et tirer prétexte du désarmement pour essayer de supprimer la lutte révolutionnaire des peuples et nations opprimées, c'est délibérément tromper les peuples et servir la politique d'agression et de guerre de l'impéria-

«Selon le point de vue léniniste, on ne peut ga-



Victoire pour le peuple cambodgien.

nale ou querre civile révolutionnaire, alors cette affirmation équivaut en fait à s'opposer aux guerres révolutionnaires, c'est à dire à s'opposer à la révolution. Si l'on entend la guerre mondiale, alors cela équivaut à décocher des flèches sur une cible qui n'existe pas. Se basant sur l'histoire de deux guerres mondiales, les marxistes léninistes ont souligné qu'une guerre mondiale entraîne inévitablement la révolution, mais aucun marxiste léniniste n'a jamais prétendu ni ne prêtendra jamais que la révolution doive se faire à l'aide d'une guerre mondia-

oner la paix mondiale que par la lutte de tous les peuples du monde et non en la quémandant auprès de l'impérialisme. Ce n'est qu'en s'appuvant sur le développement de la puissance du camp socialiste, sur la lutte révolutionnaire du prolétariat et du peuple travailleur des différents pays, sur la lutte de libération des nations opprimées et sur la lutte de tous les peuples et pays épris de paix qu'il est possible de défendre énergiquement la paix dans le mon-

Lettre en 25 points du Comité Central du Parti Communiste Chinois au CC du PCUS. 14 iuin 1963

# Contre la lutte anti-impérialiste LA COLLABORATION

«L'établissement de relations d'amitié durables entre les deux plus grandes puissances du monde, l'Union Soviétique et les Etats Unis d'Amérique, aurait une importance majeure pour le renforcement de la paix dans le monde entiers.

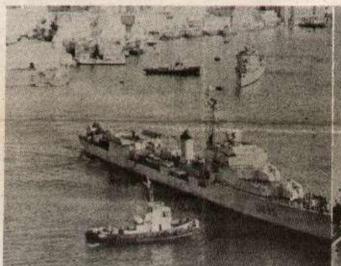
«Nous voulons être amis avec les Etats Unis et coopérer avec eux dans la lutte pour la paix et la sécurité des peuples, ainsi que dans les domaines économique et culturel».

Le Parti du Travail d'Albanie estime que l'impérialisme, et au premier chef, l'impérialisme américain, n'a changé ni de peau, ni de nature. Il est agressif, et il demeurera tel, même s'il ne lui reste qu'une dent... Qui ne voit pas cela est aveugle, qui le voit mais le cache est un traître au service de l'impérialisme».

«L'impérialisme mondial essuie des coups sévères qui montrent clairement qu'il n'en est plus à son «áge d'or», lorsqu'il faisait la loi où et quand il le voulait. Si l'initiative lui a maintenant échappé, il ne l'a pas abandonnée de gaîté de cœur. Cette initiative ne lui a pas été arrachée simplement par des mots ou des discours, mais à l'issue d'un long processus de révolutions et de combats sanglants».

(Discours d'Enver Hodia à la Conférence des 81 partis Communistes et ouvriers. Moscou, 1-6 novembre 1960)

«La coexistence pacifique concerne les rapports entre pays à systèmes sociaux différents et elle ne Bâteaux de querre russe... et américain en Méditerranée...



doit pas être interprétés comme bon nous semble. Elle ne devrait jamais être étendue aux rapports entre nations oppprimées et nations oppresseuses, entre pays opprimés et pays oppresseurs, entre classes opprimées et classes oppresseuses, et ne devrait iamais être considérée comme le contenu principal du passage du capitalisme au socialisme, et moins encore devrait-il être affirmé qu'elle est la voie

au socialisme pour toute l'humanité».

«Selon nous, la ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes doit avoir comme contenu ce qui suit : développer, sur la base du principe de l'internationalisme prolétarien, les relations d'amitié, d'entraide et de coopération entre les pays du camp socialiste ; lutter pour la coexistence pacifique entre pays à systèmes

sociaux différents, sur la base des Cinq Principes et contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme; soutenir la lutte révolutionnaire de tous les peuples et nations opprimés. Ces trois aspects sont liés les uns aux autres, ils sont indissolubles et aucun d'eux ne peut être omis».

(Lette en 25 points du Comité Central du Parti Communiste Chinois au CC du PCUS, 14 jui? 1963)

# Contre la révolution armée

# LE "PASSAGE PACIFIQUE" AU SOCIALISME

«La conquête d'une solide majorité parlementaire s'appuyant sur le mouvement révolutionnaire de masse du prolétariat et des travailleurs créerait, pour la classe ouvrière de différents pays capitalistes et d'anciens pays coloniaux, des conditions assurant des transformations sociales radicales».

«Il faut être prêt à tout instant à faire face à une attaque contre révolutionnaire et, au moment crucial de la révolution, alors que la classe ouvrière prendra le pouvoir, être prêt à abattre la bourgeoisie par la force au cas où celle-ci aurait recours à la force pour réprimer la révolution du peuple (recours qui est en général inévitable).

Conquerir une majorité parlementaire ne signifie pas briser le vieille machine d'Etat (principalement les forces armées), ni établir une nouvelle machine d'Etat (principalement les forces armées).

(Thèses sur le problème du passage pacifique, remises par le Parti Communiste Chinois au Comité Central du PCUS, le 10 novembre 1957)

«Nous devons nous préparer (...) surtout pour la prise du pouvoir par la violence (...). La bourgeoisie permet bien à chacun de discourir. Mais, à un moment donné, elle monte un coup de force fasciste et écrase les révolutionnaires s'ils n'ont préparé ni les cadres assez fermes, ni le travail clandestin, ni les bases destinées aux luttes illégales, ni les moyens de combat. Nous devons prévenir cette tragique éventuelitée.

(Discours d'Enver Hodja, à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers, Moscou 16 novembre 1960)

«L'avant garde du prolétariat ne deviendra invincible en toutes circonstances que si elle maîtrise tous les modes de combat pacifique et armé, ouvert et clandestin, légal et illégal, la lutte parlementaire et la lutte de masse, etc... Il est faux de refuser d'utiliser la lutte parlementaire et d'autres formes légales de combat lorsqu'elles doivent et peuvent l'être. Mais quand le parti tombe dans le crétinisme parlementaire ou le légalisme, qu'il circonscrit la lutte dans les limites autorisées par la bourgeoisie. l'aboutissement en sera inévitablement l'abandon de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat».

(Lettre en 25 points. 14 juin

# ENQUÊTE

# EUROPE N°1, OU COMMENT REMETTRE AU PAS UNE RADIO

par Pascale JANIN

Europe n°1, une radio comme les autres ? Oui, certainement ! Et tout n'y est pas aussi naturel qu'on le dit sur les murs... Entre ce que vous entendez à votre poste de radio, entre cette ambiance de bonne humeur, de «prendre les choses du bon côté», ce ton dramatique que l'on sait adopter lorsque les circonstances l'exigent, et la réalité des studios, la différence est de taille. Ce «produit» que déverse 19h sur 24 les émetteurs ne tombe pas du ciel. Quand, en octobre 1974, on évinca Maurice Siegel, l'un des créateurs de la station en 1955, quand, en janvier dernier, on forca Jean François Kahn à prendre la porte, ce n'était pas le fruit du hasard...

### L'ÉVICTION DE SIÈGEL

Tous les mois, et, de facon plus approfondie tous les ans, à l'occasion d'un sondage «défavorable» à la station, ou d'un grognement de tel putel homme du gouvernement nécontent de la station, on procède à de petits réaména-

cher au pas, c'est trop important pour imposer plus ou moins insidieusement une certaine information, et surtout une certaine facon de penser pour que le représentant en chef de la bourgeoisie v permette des déviations.

Après de nombreux rappels à l'ordre au Conseil

tion de la bourgeoisie ! Non. mais dire la même chose ou presque, que les autres avec un «ton persifleur», rechercher un peu (bien peu pourtant) d'originalité au niveau de la rédaction, c'en était trop ! Bref. on pensait qu'avec le départ de ce gêneur, tout rentrerait dans l'ordre. qu'on entendrait plus sur Europe 1 que cette information «neutre et objective» à laquelle tient tant Giscard, que les autres émissions atteindraient de nouveaux sommets dans l'insignifiance, même à propos de sujets brûlants.

### LA «CHARTE DES LIBERTES»

Ce ne fut pas si facile. Tour

devient rédacteur en chef à la place de André Amaud, Yvan-Levai perd sa place de chef du service politique. Le remaniement était encore insuffisant: une baisse d'écoute sensible est enregistrée. La différence entre Europe et les autres stations (surtout le «concurrent» direct, RTL), s'estompe petit à petit. Nouvelles modifications de programme en septembre 75: la station semble repartir vers une certaine «originalité», avec l'apparition d'Ivan Levai le matin, l'émission du genre de celles de J.M. Desjeunes l'après midi. Levai Desjeunes-Kahn... ce ne sont pas des gens assez disciplinés. Ils redonnent à Europe ce ton dit «persiflant» qui a tant indisposé le gouvernement en octobre 74. Vont ils faire partie de la prochaine charette ?

# Charte des libertés à Europe 1

Signature d'une déclaration commune entre la direction et le personnel en vue de garantir l'indépendance de la station et la liberté de l'information.

Garantir contre les pressions : une stricte exactitude dans le compte rendu des faits et une totale liberté dans leur analyse et leur commentaire sont et demeurent les bases de l'information sur Europe 1. En conséquence et d'une manière générale, toutes les informations, opinions et commentaires diffusés dur l'antenne d'Europe 1 et ceux qui les expriment doivent n'obéir qu'aux seuls critères professionnels et demeurer libres vis à vis de l'État, des partis et des groupes de pression divers.

Instance de recours : une instance de recours est créée. Elle a pour mission de trancher en cas de violation des principes énoncés à l'article 1. Cette instance est composée paritairement :

de trois représentants désignés par la gérance de trois représentants désignés par les membres du personnel siégeant au comité d'entreprise, deux de ces représentants au moins appartiennent au service touché

Une bien belle charte. A noter que l'instance de recours prévue n'a encore jamais fonctionné ! Les motifs n'ont pourtant pas manqué.

### DE LA SUITE DES ÉVENEMENTS

On attendra pour cela un sondade qui paraît en novembre et donne à la station une baisse de trois points, alors que RTL progresse (21% d'écoute à Europe, contre 27 à RTL1. Le sondage étant roi mais un roi bien complaisant), c'est le branle bas de combat : les derniers persifleurs sont accusés de «couler» la station. On décide que les auditeurs sont mécontents des programmes du matin.

Trop de politique (vous savez, tous ces chefs de partis bourgeois qui se pressent au portillon pour disposer d'un peu de micro...) à l'heure où l'on se lève, cela indispose ! Il faut donner à ces émissions de 6 h 30 à 8 h 30, tenues par Levai et Kahn, un ton plus détendu. Moins d'informations, plus de distractions! Tel est le nouveau mot d'ordre. Alors que Giscard prèche la pondération, tente de sions, ne pouvaient durer

par la violation soumise à l'instance.

Gildas l'explique clairement : «Nous avons dú admettre que cette tranche du matin ne correspondait pas à l'attente de l'auditeur. Nous lui tournissions un volume d'informations qu'il n'exiqeait pas et nous ne lui apportions pas l'accompagnement qu'il souhaitait. Nous avions continué à tort à le faire vivre au rythme de la campagne électorale. Une meilleure répartition de la musique et de l'information nous a paru nécessaire». La dernière charette était ainsi

La direction essaie de concilier avec Kahn et Levaï. Le premier refuse d'abandonner le journal du matin, et quitte la station. Pas de problèmes pour lui, puisque déjà le Quotidien de Paris et Antenne 2 lui ont offert un poste.

Quant à Levai, plus «conciliant», il accepte de se contenter désormais d'interviewer tous les jours une personalité dans «expliquez-vous sur Europe 1 à 8 h 30. Mougeotte et Gildas, c'est à dire la rédaction en chef, prennent le monapole de l'information du matin. C'est ainsi qu'on récompense les bonnes volontés, et lorsque Mougeotte déclare qu'aujourd'hui, «l'information, c'est moi», il ne le fait pas gratuitement! Quant à l'information du reste de la journée, s'il n'a pas été nécessaire de la modifier, on peut se demander ce qu'il adviendra lors du prochain sondage : déjà, l'émission de Desieunes, de 16 h 30 à 20h, considerée comme trop «politique» (on n'a pas peur des mots a Europe I) pour les jeunes à qui elle s'adresse, à été singulièrement modifiée.

Raccourcie d'une heure, elle ne se déroule plus en public.



gements. On pourrait ainsi constater qu'après Mai 68, dont Europe n°1 avait donné un certain écho, le ton a changé. Mais n'allons pas si loin, et essayons de comprendre ce qui s'est passé depuis un an.

d'Administration où l'Etat possède près de 47% des voix, le gouvernement se décide à «avoir la peau» du directeur général d'Europe 1. (l'expression est de M. Siegel...) On l'accusait de ridiculiser le gouvernement l

### Les dessous du règne du sondage

A peu près à la même période que ce sondage qui donnait six points d'écart avec RTL, et qui justifiait la dernière remise en ordre de la rédaction d'Europe 1. un autre sondage ne donnait que deux points d'écart entre les deux stations. On peut alors s'interroger sur l'objectivité du premier... Et ce d'autant plus qu'il est tout à fait possible d'adapter les résultats numériques d'un sondage au but que l'on veut lui faire servir : 21% d'écoute pour Europe, cela veut très exactement dire : il y a 95 chances sur cent pour que le taux d'écoute soit situé entre 19 et 23%. Il arrive bien souvent que les sondages de «marketing» ne soient fait que pour confirmer une décision déjà prise... On peut raisonnablement penser que la direction de la station ne peut être à l'origine d'une modification indiquant une baisse d'écoute, mais elle n'était pas la seule interessée en l'affaire.

Lors de la campagne présidentielle de mai 74, Europe nº1 n'avait pas été très tendre pour le candidat Giscard: la direction de la station était plutôt favorable à Chaban, de nombreux journalistes à Mitterrand, et cela, Giscard président n'était pas prêt de l'oublier. Rancune personnel le ? Oui, mais ce n'est pas le plus important : une station de radio, avec ces millions d'auditeurs, cela doit mar-

Pensez donc, il avait refusé de renvoyer un journaliste qui avait eu l'audace de passer intégralement une interview d'un Chirac bredouillant, et se refusant à répondre à des questions délicates» pour lui. On lui reprochait de donner à sa station un ton «persifleur», de faire du «mauvais esprit». N'allons pas croire pour autant qu'Europe 1 du temps de Siegel remettait en cause, ou même en danger la domina

rédacteur en chef - refusérent de prendre la place de Siegel et quittérent la station. J.L. Lagardère, par ailleurs PDG de la société Matra devint vice président, le poste de président restant vacant. A la direction des informations, on trouva Etienne Mougeot te, pour qui l'envie de monter dans la hiérarchie fut plus forte que les grandes déclarations de principe sur la «liberté d'expression». Les journalistes exigèrent, eux, des garanties sur leur indépendance par rapport au pouvoir. Syndigués majoritairement à la CFDT ou au Syndicat National des Journalistes (SNJ), ils voyaient une menace réelle sur le semblant de liberté qui a fait que pendant une certaine période, Europe 1 était considérée comme un peu moins soumise au pouvoir que France Inter ou RTL. Ils acceptérent de rester après la signature d'une «Charte des liber tés», dont le vague est tel qu'elle a bien peu de signification. Et de toute facon, que veut dire indépendance, alors que le capital de la station appartient à l'Etat, et à... Matra I que d'autre part, les nouveaux responsables sont dès leur nomination sous le couperet de l'Etat.

a tour, Leroy

l'information

directeur de

et Gorini

Après quelques jours de flottement, une nouvelle ré daction est composée. Gildas



Trop de politique à Europe 1 ! Giscard donne le ton !

donner à chacune de ses apparitions à la télévision une image de la France où toutes les contradictions seraient effacées, où les sujets d'inquiétude ne seraient que fantasmes, les polémiques du matin à Europe 1, l'aspect souvent ridicule que donnaient des polificiens bourgeois ces émis-

Demain, nous aborderons plus spécialement la manière dont est traitée l'information, sur cette station de radio. Bien entendu, les choses se passent de facon très similaire sur les autres radios. Que ce soit à Europe 1, à RTL, ou à France Inter, lorsqu'on recoit une dépêche d'agence signalant une grève ou une manifestion, on la jette au panier d'un même geste...

# LA VIE DU JOURNAL

# PARMI VOS LETTRES

### Noté au cours d'une réunion de lecteurs à Grenoble

Un ouvrier de Renault : On critique le rejet de la dictature, on dit qu'on est pour, mais on n'explique pas ce que c'est. On parle du socialisme, mais on ne dit pas comme on le voit.

Une chômeuse : On en peut pas tout d'un coup se mettre à réfléchir pour décider comme on fera la France socialiste. Marx, l'expérience de la Commune de Paris lui a montré que pour prendre le pouvoir, les ouvriers et les paysans devaient détruire l'État bourgeois, Mais, à l'époque, il ne savait pas encore ce qu'il fallait mettre à la place. Ce sont les événements, les lecons qu'il en a tirées qui lui ont fait comprendre qu'à la place de l'Etat bourgeois, il fallait la dictature du prolétariat.

Nous, c'est pareil. C'est dans les luttes contre la bourgeoisie qu'on comprend comment elle, elle concoit les choses et nous impose votre vie, et qu'on entrevoit comment on voudrait la vie, nous. Par exemple, dans le courrier des lecteurs, l'article d'aujourd'hui, sur le rugby et le foot, l'article de lundi sur la famille, vont dans ce sens-là.

Au fur et à mesure, on verra les mesures qu'il faudrait prendre après la révolution pour organiser la vie comme on l'entend.

Un ouvrier de Merlin-Gérin : Un exemple de fait politique ; la concentration des villes. Des quartiers comme la Villeneuve où la vie est impossible. On peut faire là-dessus des articles simples en mettant un point de vue politique en montrant ce que sera le socialisme.

Une chômeuse: Pour le 22° congrès, sur la dictature du prolétariat, il y a eu des citations de Marx et de Lénine dans le journal. C'était bien vu. La théorie comme ca, à propos de questions d'actualité, de questions que se posent les travailleurs, c'est bien. Ca éclaircit.

Bravo pour les courts articles sur ces découvertes de fossiles humains. En effet, il faut les utiliser pour démontrer complètement toute théorie raciste. A ce sujet, un petit fait mérite d'être noté : l'homo sapiens (c'est à dire l'espèce humaine actuelle) est apparue il y a environ 50000 (d'après les fossiles actuellement connues simultanément sous la forme de trois races (homme de Cro-magnon, homme de Chancelade, homme de Grimaldi), les hommes actuels descendent de meiange de ces 3 races dont telle ethnies a pris tel caractère à l'un, tel caractère à un autre... Toute théorie raciste n'a donc aucun fondement

### Pétition

Depuis deux mois, deux coopérants français qui ont été trouvés dans des zones de combat avec des armes de chasse sont prisonniers du Front Polisario. Armant le Maroc, et la Mauritanie pour soutenir la guerre d'extermination entreprise par Rabat, Nouakchott et Madrid contre le peuple sahraoui, le gouvernement français n'a pas cru devoir intervenir pour demander la libération de Dief et Seguro.

Afin de ne pas compromettre le nouvel axe Paris-Madrid-Rabat-Nouakchott et les intérêts économiques dans lesquels certaines grandes sociétés françaises sont impliquées, le gouvernement abandonne nos compatriotes.

Les signataires de cette pétition exigent du gouvernement français qu'il reconnaisse le représentant légitime du peuple sahraoui, le Front Polisario et entame de toute urgence des négociations avec lui pour la libération de nos compatriotes.

Renvoyer les signatures à : M. Th. du Chesne 68 bd de Grenelle

# COMMUNIQUÉS

MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE ST MARCEAU 2, rue des Tulipes (face à la résidence Dauphine) MARDI 24 FÉVRIER À 20 H 30

L'ÉCOLE POURQUOI-COMMENT ?

cette soirée à propos de l'école comprendra ;

Un film : «Zéro de conduite» de Jean Vigo

Un montage diapo : «Et pourtant ca commence plutôt bien...» (L'école capitaliste en France. La course d'obstacles scolaires, de la maternelle au second cycle)

Une information débat : animé par René Warck, sociologue, auteur du livre : «Les déshérités de l'école»

(entrée 6 F - adhérents Ufoleis : 4 F

DEVENEZ CORRESPONDANT du Quotidien du Peuple en téléphonant au 208-65-61 Paris de 8 H 30 à 13 H

Le Quotidien du Peuple : publication du PCR (ml) adresse postale: BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19 CCP nº 23 13248 F Paris directeur de publication : Y. Chevet imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP commission paritaire 56942

### DANS LES MINES A LIEVIN, APRES L'INCULPATION DE L'INGENIEUR COQUIDE

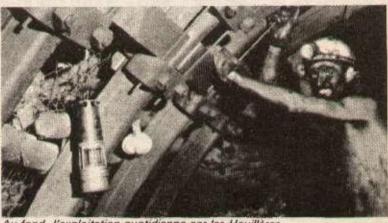
Il nous semble que l'article sur l'inculpation de Coquidé par le conseiller Paul a un certain nombre de faiblesses que nous avons essayé d'analyser. Voici d'abord les points positifs de l'article que nous avons retenus.

1- La rapidité avec laquelle l'article a été fait dès le lendemain de l'inculpation

2- L'aspect positif de l'inculpation de Coquidé qui s'inscrit dans le cadre des luttes menées par la classe ouvrière contre les accidents du travail est bien développé. Le conseiller Paul applique les directives de Lecanuet en inculpant Coquidé et il v a recul de la bourgeoisie ; mais ce recul, comme le souligne la fin de l'article est limité : la bourgeoisie compte bien utiliser ce recul à son profit. Tout cet aspect du problème est en grande partie ignoré dans l'arti-

L'inculpation de Coquidé est un exemple de la démagogie des propos de Lecanuet et cela n'est pas du tout bien montré. Il nous semble que cet aspect des choses est aussi extrêment important car la lettre pour la vérité sur l'«accident» du 27.12. 74 et pour l'inculpation des coupables n'est pas terminée : bien au contraire, il y a nécessité d'une nouvelle mobilisation. Le journal se devait de montrer cet aspect des choses. En cela, il aurait reflété le point de vue

Vos remarques montrent bien à quel point il est difficile de faire ce journal sans un lien étroit entre les journalistes et les lecteurs. Faute d'avoir disposé à temps du point de vue des mineurs nous nous privons des moyens de faire un article tout à fait convaincant. C'est visible. La bourgeoisie n'admettra jamais ses reculs sans essayer aussitôt de regagner le terrain perdu. C'est ce que savent les mineurs, c'est pourquoi ils s'attendent à des manœuvres de Paul, et à une plus grande répression après l'inculpation de



Au fond, l'exploitation quotidienne par les Houillères.

des mineurs de Liévin (ce qui est important) et, devrait aider l'ensemble des lecteurs sur la base d'un exemple précis à voir ce qui se cache derrière les discours de Lecanuet, enfin il aurait aidé à cette novelle mobili-

Il nous semble que vous aviez les moyens de montrer en quoi l'inculpation de Coquidé était un recul limité et dangereux et c'est peut être pourquoi nous insistons autant sur les carences de l'article.

1- Il y avait les déclarations du conseiller Paul disant qu'il se préparait à inculper en dessous de Coquidé et en cela s'opposait clairement à l'inculpation de Coquidé par Pascal (Pascal s'apprétait à inculper au plus haut niveau, Paul lui ne reculera pas

Mais l'inculpation de Coquidé n'est-elle pas aussi un recul, même limité, depuis un an les choses ont bien changé. Les luttes pour la sécurité ont amené plusieurs magistrats à refuser de faire le jeu de la bourgeoisie sur ce point. Le court passage d'une petite poignée de patrons en prison a permis de poser la question de la nature de classe de la justice dans ce système. C'est une contestation à grande échelle d'un élément essentiel du pouvoir de la bourgeoisie qui a eu lieu

devant l'inculpation d'un ouvrier mort dans la «catastrophen !)

2- Il y avait les réactions des mineurs de Liévin (que nous nous avons fait venir, certes un peu tard le jour même). Pour eux, cette inculpation, c'est de la «poudre aux veux», elle est extrêmement dangereuse, il faut la dénoncer. Elle est le prélude à une plus grande répression des mineurs dans le puits en matière de sécurité.

Il nous semble que l'article aurait gagné à refléter le point de vue juste des mineurs, cela lui aurait permis d'être plus en prise avec la réalité et plus vivant. Tel qu'il est, l'article est simplement un bon article (clair, solide, bien argumenté) sur les inculpation de patrons!

Corr. Liévin

Cette dernière en sort affaiblie. Le surcroît de démagogie auguel est contraint après cela un Lecanuet et ses sbires le cache très mal. Et cet affaiblissement c'est fondamentalement une bonne chose pour nous, pour le développement de nos luttes pour une meilleure sécurité.

C'est ce point de vue que l'article devait confronter à celui des mineurs pour l'enrichir et l'approfon-

### VIE QUOTIDIENNE

# JE SUIS RÉVOLTÉE PAR CETTE MÉDECINE

Je suis une lectrice régulière du Quotidien du Peuple. Je vous écris pour vous faire part de faits révoltants qui montrent combien la médecine se soucie de la vie des gens.

l'ai un héhé de un an qui à la suite d'une fracture au crâne doit subir des examens complémentaires (électro-encéphalogramme et examen des yeux). Il me faut attendre une semaine pour le premier examen et deux semaines pour le second. C'est un scandale ! Je suis révoltée.

J'ai bien essayé de demander s'il n'était pas possible de faire ces examens plus rapidement vu que c'était à la suite d'une fracture. «Impossible I» m'a-ton répondu avec la plus grande indifférence. «Tous les rendezvous sont pris» «les autres rendez-vous, je les prends pour le mois de juin» m'a-t-on répondu chez l'oculiste. J'en conclue que pour un cas important, il faut s'estimer content de ne devoir attendre qu'une ou deux semaines !!! Outre l'inquiétude de deux semaines d'attente, il y aura deux semaines de perdues si les examens révèlent la nécessité d'un traitement.

Je suis révoltée par cette médecine qui se moque de la santé des gens. Je vais vous rapporter un exemple qui montre de quel côté se trouve la médecine du travail.

Chaque année, les travailleurs passent une radio des poumons. Mon père passe donc cette radio. Le résultat indique que l'image thoracique est normale. Deux semaines plus tard, le médecin de famille découvre une lésion pulmonaire, autrement dit un début de tuberculose qui nécessitera deux mois d'hospitalisation et un long arrêt. Et sans doute même que

mon père ne reprendra jamais son travail trop pénible. Pour la médecine du travail, les travailleurs sont toujours en assez bonne santé pour rapporter toujours plus de profits.

Il faut dénoncer largement cette médecine qui se moque de la santé des travailleurs ; et cette médecine qui est au service des patrons.

Ma lettre est bien longue, je ne sais pas l'usage que vous pourrez en faire mais je tenais à dire ce que j'ai sur le cœur.

J.R. MONTCEAU

JE M'A	ABOI	NNE		
250 F 150 F		1 AN	80 F 30 F	3 MOIS 1 MOIS
			Envoyez à :	tu Carrata
Nom			le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 Paris Cèdex 19 CCP 23 132 48 F Paris	

# **BLOC-NOTES**

# CONTRATS A DURÉE LIMITÉE

Les contrats a durée déterminée sont souvent des contrats a durée indéterminée

Du travail, pour combien de temps ?



Les patrons essaient souvent de faire croire aux travailleurs qu'ils n'ont droit à rien du tout, sous prétexte qu'ils sont sous contrat à durée déterminée. Mais il faut savoir que les tribunaux ont admis que de nombreux contrats à durée déterminée sont en fait, des contrats à durée indéterminée et qu'il faut donc leur appliquer les mêmes règles : notamment la procédure de licenciement avec les indemnités et le

Par exemple, la Cour de Cassation estime qu'un engagement «pour la durée des travaux» est un contrat à durée indéterminée, mais le cas le plus important est celui de contrats à durée limitée successifs. La Cour de Cassation estime que plusieurs

contrats à durée limitée qui se succèdent aboutissent à un contrat à durée indéterminée et donnent donc les mêmes droits en matière de licenciement.

Dans un arrêt du 23 octobre 1974, elle a réaffirmé cette position : «quelle que soit la durée déterminée de chacune des périodes, le contrat était dans son ensemble fait pour une durée indéterminée». Cependant, si le contrat prévoit un nombre limité de renouvellements, il est à durée déterminée.

Si le contrat contient une disposition disant qu'il est résiliable à tout moment, il est à durée indérerminée. Si cette possibilité de résiliation appartient au seul employeur elle doit être fondée sur des

motifs techniques ou économiques. Sinon, elle doit être obligatoirement attribuée aussi au travailleur, et le contrat est à durée indéterminée.

On peut aussi estimer que la tactique patronale qui consiste à recourir à des contrats courts (3 ou 6 mois) séparés par quelques jours pour déjouer les règles d'ancienneté, etc... est une fraude à la loi et aboutit à un contrat à durée indéterminée.

Dans tous ces cas, le patron ne peut licencier qu'en suivant la procédure normale de licenciement et avec les indemnités qu'elle comporte. En cas d'irrégularité, il faut l'attaquer devant le Conseil des Prud'hommes.

Yves BEAUMONT

# TÉLÉVISION

LUNDI SOIR, SUR TF1

# LA FORET INTERDITE

Un film de N. Ray

Le personnage principal du film «La Forêt interdite» (1958), c'est le marais des Everglades. Situé en Floride, ce gigantesque labyrinthe naturel était au début de ce siècle le domaine des oiseaux, des serpents, des crocodiles, et des derniers descendants des Indiens séminoles décimés par les blancs. Domestiqués peu à peu les Everglades sont devenus un parc naturel pour touristes en mal d'émotions fortes.

C'est une étape de cette transformation qu'abordait le film d'hier soir en nous racontant comment un jeune professeur d'histoire naturelle met fin aux coupables activités d'une bande de trafiquants, massacrant les oiseaux pour revendre les plumes aux fabriquants de chapeaux. Sur ce sujet quasiment «écologique», Nicholas Ray a réalisé un film techniquement bien fait. Ceux qui disposent d'un téléviseur couleur ont pu apprécier i c vues splendides des marais la beauté des arbres et des animaux.

Hélas, notre auteur a cru bon d'ajouter à tout cela de lourds sous-entendus «philosophiques» : la nature «innocente» face à la perversité des hommes; dans la bouche du jeune savant le marais devient un «Paradis naturel, livré à Cain et à sa descendance». L'intrigue, elle-même, reflète ses préoccupations et l'affrontement du



professeur et du chef des trafiquants, la mort de ce dernier, se veulent hautement symboliques.

Tout ce fatras idéaliste et confus obscurcit une réalité assez simple : comment le développement du capitalis-

me naissant a permis une domestication de la nature jamais atteinte auparavant... Mais cette domestication s'accompagne également d'un pillage et d'une pollution sans précédent, dont nous voyons les résultats aujour-

J.P. BOULOGNE

### MARDI24FEVRIER

TF 1	
19 h 20 -	ACTUALITES
100 110 110	RÉGIONALES
19 h 40	UNE MINUTE pour
	LESFEMMES
19 h 45 -	ALORS RACONTE
20 h 00 -	JOURNAL
20 h 30 -	GALA DU MIDEM
21 h 25 -	LESARCHITECTES
	DU NOUVEAU
	MONDE
22 h 25	DEWNEYOUV

18 h 30 - JOURNAL - LE PALMARES

23 h 25 - JOURNAL

**DESENFANTS** 18 h 55 - DES CHIFFRES ET 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES 19 h 45 Y'AUNTRUC JOURNAL

LES DOSSIERS DE L'ECRAN: L'Habit vertet DEBAT 20 h 30

JOURNAL

FR 3 ACTUALITÉS 19 h 20 RÉGIONALES TRIBUNE LIBRE la CFTC 19 h 55 - FLASHJOURNAL 20 h 00 - LES ANIMAUX

CHEZEUX 20 h 30 - LES GRIFFES DU LIONangi, 1972

22 h 30 - JOURNAL

# feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

Après un repos de trois semaines, l'Armée Rouge se dirige vers la Grande Prairie. Elle doit traverser une jungle épaisse, qu'habitent les tribus indépendantes des Man-tze

26º épisode

FIN DE LA LONGUE MARCHE

### UN ENNEMI INVISIBLE

A mesure que les Rouges avançaient dans les denses forêts et la jungle épaisse et franchissaient la région des sources d'une douzaine de grands fleuves, les tribus disparaissaient devant eux. Elles vidaient leurs logis, emportaient toutes leurs provisions, emmenaient leur bétail et leurs volailles vers les plateaux, et laissaient toute la région

A quelques centaines de mêtres de part et d'autre du chemin, toutefois, il n'y avait plus aucune sécurité. Plus d'un qui s'en alla fourrager pour un mouton ne reparut jamais. Les montagnards cachés dans les fourrés canardaient l'envahisseur. Ils grimpaient sur les hauteurs, et quand les Rouges défilaient dans les passes profondes, étroites et rocheuses, où parfois ils ne pouvaient passer qu'un ou deux de front, les Man-tze faisaient ébouler d'énormes rocs pour les écraser, eux et leurs animaux. (...).

### LA GRANDE PRAIRIE

On ne rencontra dans les Prairies aucune habitation humaine pendant 10 jours. Une pluie quasi perpétuelle tombait sur ce pays marécaqu'en suivant d'étroites sentes que connaissaient seuls les montagnards indigènes qui conduisaient les Rouges. On perdit encore des animaux, et encore des hommes. Beaucoup s'enfoncèrent dans l'étrange mer d'herbe mouillée et furent perdus de vue dans les profondeurs des marais, hors de la portée de leurs camarades. Il n'y avait pas de bois à brûler ; on était obligé de manger crus le blé vert et les légumes. Il n'y avait même pas d'arbres pour s'abriter, et les Rouges, légèrement équipés, ne portaient pas de tentes. La nuit, ils se pelotonnaient sous des buissons liés ensemble qui ne les protégeaient guère de la pluie. Ils n'en sortirent pas moins victorieux de l'épreuve et tout au moins en meilleure forme que les troupes blanches qui les poursuivaient, lesquelles s'égarèrent et retournèrent sur leurs pas après avoir éprouvé de grosses pertes.

### UNE MARCHE PHÈNOMENALE

20 000 survivants arrivent au Shensi.

La récapitulation statistique de la Longue marche est impressionnante. Elle montre qu'il y eut en movenne près d'une escarmouche par jour en un point quelconque de la ligne, tandis que quinze journées entières furent consacrées à des batailles rangées. Sur un total de 368 jours de route, 235 se passèrent en marches de jour et 18 en marches de nuit. Sur les 100 jours de halte - dont beaucoup se dépensèrent en escarmouches - 56 s'écoulèrent au Ssetch'oan du nord-ouest, ce qui laisse 44 jours de repos pour une distance de 5000 milles, ou un jour d'arrêt en moyenne pour 114 milles de marche. L'étape quotidienne fut de 71 // en moyenne, soit près de 24 milles ou 39 kilomètres, une allure

AUX EDITIONS STOCK

## d'Edgar SNOW

phénoménale pour une grande armée et son intendance si l'on pense qu'elle représente une moyenne sur un des parcours les plus périlleux du globe.(...)

### UN SUCCES POLITIQUE

Les Rouges ont sillonné des provinces peuplées de plus de deux cents millions d'habitants. Entre les combats et les escarmouches, ils organisaient, dans chaque localité occupée, de grands meetings populaires, donnaient des représentations théâtrales, imposaient lourdement les riches, libéraient beaucoup d'esclaves (dont un certain nombre entrèrent dans l'Armée rouge), prêchèrent «la liberté. l'égalité, la démocratie», confisquèrent la propriété des «traîtres» (fonctionnaires, gros propriétaires et percepteurs) et distribuèrent leurs biens aux pauvres. Des millions de paysans ont maintenant vu l'Armée rouge, l'ont entendue parler et ne la redoutent plus. Les Rouges expliquaient les buts de la révolution agraire et de leur politique antijaponaise. Ils armèrent de milliers de paysans et laissèrent derrière eux des cadres pour l'entraînement des partisans rouges. lesquels n'ont cessé denuis de donner du fil retordre aux troupes de Nankin. S'il est vrai qui nombreux sont ceux qui, au cours de l'affreuse : interminable marche, ont quitté les rangs et son restés en arrière, en revanche des milliers d'autres cultivateurs, apprentis, esclaves, déserteurs di Kouomintang, ouvriers - tous les déshérités rallièrent l'Armée rouge et regarnirent ses rangs

# INTERNATIONAL

# **PORTUGAL**

# LE RETOUR DES PATRONS, LA RESPONSABILITE DES REVISIONNISTES ET L'AVANCE DE LA DROITE

Deux jours après la manifestation de Lisbonne exigeant la libération des militaires anti-fascistes emprisonnés, on apprenait que le gouvernement avait dû effectivement céder sur un point : le major Dinis de Almeida, ancien commandant du célèbre «régiment rouge», le RALIS, est sorti de prison. Cependant, des concessions isolées de ce genre ne suffisent pas à enrayer le processus engagé au Portugal, de retour en force de l'ancienne réaction. C'est ce qu'indique l'article de notre correspondant sur le retour des anciens patrons dans certaines entreprises nationalisées.

La chaîne de supermarchés Pao d'Açucar Nutripol est actuellement visée, après une grande campagne de dénonciation de la Commission Administrative (dirigée par le PCP). Dans la nuit du 6 février, un groupe de travailleurs attaque les installations du supermarché Paod'Açucar de Alcantara où se trouvent les services administratifs et expulse les membres de la Commission Administrative et de la Commission de Coordination des travailleurs qui se trouvaient en réunion. Puis ils élisent à une «Commission de Lutte» des travailleurs liés à l'ancienne administration. Cette «commission» sera légalisée par le secrétariat d'Etat au commerce intérieur. Lors d'une AG de tous les magasins dénonçant cette décision ministérielle, les éléments de l'ancienne CA sont sévèrement

critiqués

«Par leur pratique anti-démocratique qui maintient les travailleurs éloignés des problèmes de l'entreprise, ils ont créé les conditions favorables à l'action des éléments réactionnaires. Ceux-ci ont pu agir à leur guise dans certains magasins, créant ainsi des divisions entre les travailleurs»

L'AG se prononce alors sur les propositions suivantes :

Condamnation de l'action de la Commission Administrative et son remplacement par une autre qui soit acceptée par l'ensemble des travailleurs et qui garantisse au moins la défense des intérêts des travailleurs. Dans de nombreuses entreprises, comme dans ce cas, les attaques portées contre la ges-

tion et les méthodes employées par les CA dirigées par le PCP trouvent un certain écho parmi les travailleurs.

Le PS cherche à profiter de ces critiques pour remettre en place les patrons. Il soutient le secrétaire d'Etat au travail (membre du PS) lorsqu'il annonce que la loi sur le contrôle ouvrier sera bientôt mise en application. Elle prévoit le «retour d'une partie des anciennes administrations» et des commissions élues par les ouvriers chargées de discuter avec les patrons sur les problèmes de gestion, de salaire, de sécurité avec un rôle uniquement consultatif en un mot des comités d'entreprise.

Quant au PCP, il se trouve mis en difficulté face à l'offensive du PS contre les CA. Pour essayer d'avancer dans une alliance électorale avec le PS, il est obligé de faire certaines concessions, ce qui ne va pas sans provoquer de nouvelles contradictions avec sa base ouvrière. Face à cette alliance PS/PC contre les travailleurs, un ouvrier de Setenave (grand chantier naval nationalisé) m'expliquait : «Les relations entre les CA et nous, c'est à la classe ouvrière de résoudre ces problèmes. Nous n'admettrons pas l'ingérence des patrons».

de Lisbonne, A. JALLIEU



«Nous réclamons la justice» : c'était autrefois. Aujourd'hui, ce sont les patrons qui rendent les

# Contre l'émigration sioniste en Palestine occupée

Le Collectif National pour la Palestine (B.P. 146 - 75263 PARIS CEDEX 06) dénonce devant l'opinion publique le Congrès sioniste qui vient de se tenir à Bruxelles sous le nom de «Ilè conférence Mondiale des Communautés Juives pour les Juifs Soviétiques». La tenue de ce congrès montre, en effet, que le gouvernement de Tel-Aviv, affaibli par les récentes victoires de la résistance palestinienne et des forces progressistes arabes, cherche à renforcer, par un afflux massif d'immigrants, son potentiel économique et militaire, et

que, à cette fin, il accentue notamment sa propagande et ses pressions sur les citoyens juifs de l'Union soviétique pour les pousser à quitter leur pays et à se rendre dans l'«Etat d'Israël».

Les principales victimes de cette offensive sont les masses arabes, et en particulier les masses palestiniennes. En effet, le mouvement sioniste et le gouvernement de Tel-Aviv tentent, depuis toujours, et aujourd'hui plus que jamais de faire émigrer des Juifs en Palestine occupée pour chasser les Palestiniens de leur propre terre, pour consolider l'entité sioniste au Moyen-Orient, pour maintenir l'occupation de territoires arabes, et pour alimenter leur. machine de guerre, ce qui augmente encore le danger d'un nouveau conflit armé dans la région.

Toute une propagande occidentale encourage les Juifs soviétiques à quitter l'URSS, mais les gouvernements occidentaux n'apportent pas la moindre aide aux Juifs soviétiques émigrants qui voudraient s'installer dans leur pays; ils se font ainsi les complices du sionisme condamné par les Nations-Unies. Il est, par ailleurs, scandaleux et déplorable que Bruxelles, capitale de la «Communauté Economique Européenne» qui prétend faire progresser le «dialogue euro-arabe», ait accepté que le mouvement sioniste y organise son congrès.

Le droit de retrouver sa patrie est l'un des droits de l'homme les plus fondamentaux. Chaque Palestinien a le drait de retourner dans son pays, ainsi que l'ont toujours déclaré et comme viennent de le réafirmer, tout récemment encore, les Nations-Unies en dépit des manœuvres des signistes et de leurs alliés impérialistes. Quant aux communautés juives, elles ne pourront réellement résoudre les problèmes qu'elles affrontent dans différents pays qu'au sein même des pays auxquels elles appartiennent. Dans le monde arabe, chaque Juif originaire d'un pays arabe qui, ayant quitté ce pays, désirerait y retourner, doit pouvoir exercer ce droit.

L'Organisation de Libération de la Palestine a toujours lutté pour faire effectivement appliquer ce principe, et, déjà, quatre pays arabes ont pris des dispositions législatives dans ce sens. Le Collectif National pour la Palestine appuie cette politique conforme au programme de l'O.L.P. qui, rappetons-le, propose à tous les Juifs habitant aujourd'hui la Palestine occupée de vivre, sans discrimination d'aucune sorte, dans une Palestine démocratique et

# Lockheed: les contribuables étrangers trinquaient pour les pots de vin!

le quotidien du peuple

L'ancien directeur de la firme aéronautique Lockheed a revillé comment cette entreprise versait des pots de vin qui ne lui revenaient à rien. En effet, les sommes ainsi déboursées étaient ensuite récupérées par un procédé très simple : sous prétexte d'augmentation des prix (matériaux, natieres premières ou taux d'inflation), le montant des nots de vin était inclus dans les contrats définitifs. En d'autres termes, les contribuables des Pays-Bas ou de la RFA ont trinqué pour les pots de vin versés à Franz Joseph Straiss ou au prince des Pays-Bas, pots de vin confirmés par cet ancien directeur de Lockheed.

# Angola: Luanda interdite aux journalistes

Le commandant Juju, porte-parole du MPLA, a déclaré que les troupes sud-africaines «donneraient l'impression de se retirer». D'autre part, la «République Populaire d'Angola», proclamée par le MPLA, a été reconnue par le couvernement portugais ; dans le même temps, les USA ont autorisé les deux compagnies Boeing et Gulf Oil, qui a des intérêts pétroliers dans l'enclave de Cabinda, à débloquer d'importantes redevances pétrolières bloquées depuis décembre dernier. D'autre part, le MPLA a annoncé que les journalistes en poste à Luanda devaient quitter la capitale jusqu'en avril prochain, afin de permettre au MPLA de renvoyer les désœuvrés vers les campagnes et de «restructurer» le mouvement.

# Maroc : chasseurs US pour Hassan II

Selon le «New York Times», le gouvernement US s'apprêterait à vendre très rapidement à Hassan II 24 chasseurs à réaction du type F.5 E. Ces chasseurs sont, bien évidemment, destines aux troupes marocaines engages dans leur querre d'agression contre le peuple sahraour.

# Kissinger : accueilli à bras ouverts par les généraux brésiliens

Kissinger poursuit sa tournée en Amérique Latine. L'accueil populaire n'est pas celui qu'il attendait : au Venezuela comme au Perou, les masses populaires étaient dans les rues, affrontant violemment les forces de repression. Arrivé dimanche à Bogota (Bolivie), Kissinger a trouve une atmosphère tendue dans une capitale occupée par les forces armées, à la suite de violentes manifestations de vendredi dernier.

Soule consolation pour Kissinger : il a encore des amis au Brésil. C'est, en effet, cette dictature qui, de toutes les dictatures en place dans ce continent, a réservé le meilleur accueil à Kissinger. Au terme de sa visite, un protocole d'accord a été signé entre les deux gouvernements oravoyant des consultations régulières au niveau des ministres des Affaires Etrangères, sur la situation internationale la technologie, l'économie et la «sécurité». Après les manifestations populaires suscitées par la visite de Kissinger dans les capitales surd-américaines, on comprend l'importance attachée à ce dernier point.

### Irlande : l'enterrement populaire de Franck Stagg empêché

Juscia au dernier moment tout aura été fait pour reasquer le profond écho populaire rencontré par la mort herrique de Franck Stago. Sa dépouille mortuaire devait etre ramenée vendredi dernier dans la partie sud de l'Irlande à Dubler. Craignant les manifestations populaires, le convernement sud-irlandais détournait le cercueil de Franck Stago vers l'aéroport de Shannon, à l'ouest du pays ou il était sevérement gardé par la police. Puis, il était transferé à Ballina pour une cérémonie officielle d'inhumation. Lorsque les milliers de sympathisants à l'accord de LIBA, vincent après cette cérémonie officielle mentre un dernier homogique populaire, ils en furent exprendes par 1 600 soldats et policiers sud irlandais.

### Nixon à Pékin

A l'occasion de la visite de Nixon à Pékin, le premier ministre par intérim Hua Kouo Feng a déclaré : «Pendant les quatre dernières années, une série d'évènements importants se sont produits dans le monde, et la situation internationale a connu des changements encourageants ; la situation marquée par de grands bouleversements sous le ciel se développe plus encore et devient toujours meilleure.

Actuellement, un problème qui attire l'attention des gens, c'est que le danger d'une nouvelle querre ne cesse de croître à cause de la rivalité acharnée tendant à l'hégémonie mondiale ; en particulier, l'impérialisme qui arbore l'enseigne du «socialisme» étend partout ses tentacules et pratique sans vergogne l'expansion, et il constitue le foyer principal de querre. Le seul moyen effectif et efficace permettant aux peuples du monde de faire face à cette situation, c'est redoubler de vigilance, renforcer leur unité et mener à bien les préparatifs en prévision d'une querre».

### Moyen-Orient

Les troupes sionistes ont évacué la partie du Sinai dont le désengagement avait été décidé au terme de l'accord égypto-sioniste de septembre dernier, signé sous la houlette de Kissinger. L'armée sioniste se retire donc de 6 200 km², dont un tiers revient à l'Egypte (région d'Abou Rodeis), les deux autres tiers étant placés sous l'autorité d'experts US qui veilleront à leur «démilitarisation» en installant des centres d'écoute et d'observation destinés à déceller tout mouvement de troupes des pays arabes. Les experts aideront donc Israël à maintenir son occupation en Palestine.